

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1974

25 JUIN 1974.

Projet de loi sur les déchets toxiques.

RAPPORT COMPLEMENTAIRE FAIT AU NOM DES COMMISSIONS REUNIES DE L'EMPLOI, DU TRAVAIL ET DE LA PREVOYANCE SOCIALE ET DE L'ENVIRONNEMENT (1) PAR M. DE SERANNO.

Le projet de loi qui vous est soumis fut déposé à la Chambre des Représentants le 19 octobre 1973. Le Conseil d'Etat avait rendu un avis dès le 8 février 1973, mais cet avis ne fut transmis au Gouvernement qu'en mai (voir Doc. Sénat n° 134, session de 1973-1974, p. 25).

Le projet fut discuté le 21 novembre 1973 et voté le 22 novembre 1973 à la Chambre des Représentants.

Transmis au Sénat le 22 novembre 1973, il fut examiné de manière approfondie par les Commissions compétentes lors des réunions des 6, 13 et 18 décembre et adopté le 18 décembre 1973. Le rapport (Doc. Sénat n° 134, session de 1973-1974) fut approuvé le 9 janvier 1974.

A la suite des élections législatives du 10 mars 1974, le Sénat décida le 15 mai 1974 de renvoyer le projet à vos Commissions en vue d'un examen complémentaire.

(1) Les membres suivants ont participé aux délibérations des Commissions :

MM. De Rore, président; Claeys, Conrotte, Cuvelier, De Clercq, De Facq, Gerits, Gillet, Mme Goor-Eyben, MM. Hendrickx, Leemans, Meunier, Mme Nauwelaerts-Thues, MM. Spitaels, Van den Eynden, Vangeel, Van In, Vannieuwenhuyze, Mme Verdin-Leenaers, M. Wathélet.

MM. Saint-Remy, président; Aerts, Basecq, Bertels, Bossicart, Cornet d'Elzius, Donnay, Février, Mme Lassance-Hermant, MM. Mesotten, Payta, Sondag, Mme Staels-Dompas, MM. Vandenhove, Van der Aa, Vanhjegendoren, Mme Van Van Hees-Julliams et M. De Seranno, rapporteur.

R. A 9507

Voir :

Document du Sénat :

228 (B.Z. 1974) : N° 1.

BELGISCHE SENAAAT

BUITENGEWONE ZITTING 1974

25 JUNI 1974.

Ontwerp van wet op de giftige afval.

AANVULLEND VERSLAG NAMENS DE VERENIGDE COMMISSIES VOOR DE TEWERKSTELLING, DE ARBEID EN DE SOCIALE VOORZORG EN VOOR HET LEEFMILIEU (1) UITGEBRACHT DOOR DE H. DE SERANNO.

Onderhavig ontwerp van wet werd in de Kamer van Volksvertegenwoordigers ingediend op datum van 19 oktober 1973. De Raad van State had op 8 februari 1973 advies uitgebracht, maar dit advies werd slechts in mei aan de Regering overgemaakt (cf. Doc. Senaat 134 (1973-1974), blz. 25).

Het ontwerp werd in de Kamer besproken op 21 november 1973 en gestemd op 22 november 1973.

Overgemaakt aan de Senaat op 22 november 1973, werd het ontwerp in de bevoegde Commissies ten gronde besproken tijdens de vergaderingen van 6, 13 en 18 december en aangenomen op 18 december 1973. Het verslag (Doc. Senaat nr. 134 (1973-1974) werd op 9 januari 1974 goedgekeurd.

Na de wetgevende verkiezingen van 10 maart 1974, heeft de Senaat op 15 mei 1974 besloten het ontwerp voor een aanvullende bespreking terug naar uw Commissies te verwijzen.

(1) De volgende leden hebben aan de beraadslagingen van de Commissies deelgenomen :

De heren De Rore, voorzitter; Claeys, Conrotte, Cuvelier, De Clercq, De Facq, Gerits, Gillet, Mevr. Goor-Eyben, de heren Hendrickx, Leemans, Meunier, Mevr. Nauwelaerts-Thues, de heren Spitaels, Van den Eynden, Vangeel, Van In, Vannieuwenhuyze, Mevr. Verdin-Leenaers, de h. Wathélet.

De heren Saint-Remy, voorzitter; Aerts, Basecq, Bertels, Bossicart, Cornet d'Elzius, Donnay, Février, Mevr. Lassance-Hermant, de heren Mesotten, Payta, Sondag, Mevr. Staels-Dompas, de heren Vandenhove, Van der Aa, Vanhjegendoren, Mevr. Van Hees-Julliams en de h. De Seranno, verslaggever.

R. A 9507

Zie :

Gedr. St. van de Senaat :

228 (S.E. 1974) : N° 1.

En effet, la Déclaration gouvernementale avait annoncé le dépôt, pour le 1^{er} octobre 1974, d'un projet de loi organique fixant la manière dont l'Etat peut participer à la création d'entreprises ou prendre des participations dans des entreprises. Ce projet peut avoir une incidence sur celui qui nous occupe, surtout en ce qui concerne les statuts du Fonds de garantie.

Discussion.

Vos Commissions ont décidé à l'unanimité de ne pas rouvrir la discussion générale et de se limiter à la discussion des articles qui font l'objet d'un amendement.

Les amendements déposés ont trait aux points suivants :

1. le champ d'application de la loi;
2. les arrêtés d'exécution;
3. le contrôle de l'exécution de la loi et la compétence des fonctionnaires;
4. l'agrération des centres de destruction;
5. la structure du Fonds de garantie.

**

Article 1^{er}.

Plusieurs membres ont déposé à cet article les amendements ci-après :

« 1. Entre les premier et deuxième alinéas, insérer un alinéa nouveau, libellé comme suit :

« Les arrêtés royaux pris en exécution de la présente loi seront proposés conjointement par le Ministre ayant le Travail dans ses attributions, par le Ministre ayant la Santé publique dans ses attributions et par le Ministre ayant l'Environnement dans ses attributions. Toutefois, si ces arrêtés ont trait à des déchets toxiques présentant un danger pour le milieu naturel, ils seront également proposés par le Ministre ayant la protection de la nature dans ses attributions. »

» 2. Compléter cet article par un alinéa nouveau, libellé comme suit :

« La liste des déchets toxiques est établie sur avis du Conseil supérieur de l'Hygiène pour autant que ces déchets puissent présenter un danger pour la santé de l'homme, et sur avis du Conseil supérieur de la Préservation de la Nature pour autant que ces déchets puissent présenter un danger pour le milieu naturel.

» Si les avis ne sont pas donnés dans les 60 jours, ils seront considérés comme favorables. »

Er werd immers in de Regeringsverklaring aangekondigd dat de Regering vóór 1 oktober 1974 een ontwerp van organieke wet zal indienen tot regeling van de wijze waarop de Staat kan deelnemen aan de oprichting van of het nemen van participaties in bedrijven. Dit ontwerp kan een weerslag hebben op het ontwerp dat voorligt, vooral voor wat de statuten van het Waarborgfonds aangaat.

Bespreking.

De Commissie heeft eenparig beslist de algemene bespreking niet te heropenen en zich te beperken tot de bespreking van de artikelen die het voorwerp van een amendement uitmaken.

De ingediende amendementen hebben betrekking op de volgende punten :

1. het toepassingsgebied van de wet;
2. de uitvoeringsbesluiten;
3. het toezicht op de uitvoering van de wet en de bevoegdheid van de ambtenaren;
4. de erkenning van de vernietigingscentra;
5. de structuur van het Waarborgfonds.

**

Artikel 1.

Meerdere leden hebben bij dit artikel volgende amendementen ingediend :

« 1. Tussen het eerste en het tweede lid van dit artikel een nieuw lid in te voegen, luidende :

« De koninklijke besluiten genomen ter uitvoering van deze wet worden gezamenlijk voorgedragen door de Minister tot wiens bevoegdheid de Arbeid behoort, door de Minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort en door de Minister tot wiens bevoegdheid het Leefmilieu behoort. Hebben deze besluiten betrekking op giftige afval die een gevaar inhoudt voor het natuurlijk milieu, dan worden zij mede voorgedragen door de Minister tot wiens bevoegdheid het natuurbehoud behoort. »

» 2. Dit artikel aan te vullen met een nieuw lid, luidende :

« De lijst van giftige afvalstoffen wordt vastgesteld op advies van de Hoge Gezondheidsraad, voor zover deze stoffen een gevaar kunnen inhouden voor de gezondheid van de mens, en door de Hoge Raad voor Natuurbehoud voor zover deze stoffen een gevaar kunnen inhouden voor het natuurlijk milieu.

» Indien deze adviezen niet worden verstrekt binnen de 60 dagen, dan worden zij geacht gunstig te zijn. »

Voici la justification de ces amendements :

Le projet de loi règle le traitement et l'élimination des déchets pouvant présenter un danger d'intoxication pour les êtres vivants et pour la nature.

Par conséquent, il est indispensable que l'exécution de la loi soit assurée par les Ministres ayant dans leurs attributions la Santé publique, l'Environnement et la Conservation de la nature.

Pareille collaboration entre divers départements a été prévue dans la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit, qui dispose que les arrêtés royaux d'exécution seront pris sur proposition conjointe du Ministre de la Santé publique et de l'Environnement et des Ministres compétents suivant le cas, chacun en ce qui les concerne.

Par ailleurs, la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature prévoit des mesures de protection de la flore, de la faune, du sol et des eaux. Elle réglemente en outre l'emploi de substances toxiques ou d'autres produits dangereux pour la nature ou pour l'intégrité biologique du sol et de l'eau.

Nous estimons qu'il s'impose d'assurer également dans le projet de loi à l'examen une unité de conception quant aux mesures d'exécution. A titre d'exemple, nous nous référons ici à la loi précitée relative à la lutte contre le bruit, dont l'article 4 a été complété, sur proposition de la Commission de l'Environnement du Sénat, par un 9° visant à associer jusqu'au Ministre de la Défense nationale lui-même à une coopération de cette nature.

D'autre part se pose la question de savoir qui établira la liste des déchets toxiques. A notre avis, il faut qu'elle soit mise au point par des experts, puisque l'efficacité du projet en dépend. Le Conseil supérieur de l'Hygiène publique et le Conseil supérieur de la Conservation de la nature doivent pouvoir donner leur avis à propos de cette liste. Les conseils précités comptent en leur sein de nombreux spécialistes et il est indispensable de les consulter. Etant donné que le projet tend à lutter contre le danger d'intoxication pour les êtres vivants et la nature, il est normal de demander l'avis des conseils précités, créés par la loi. Toutefois, pour ne pas retarder les conclusions, il est prévu que les avis seront considérés comme favorables s'ils ne sont pas donnés dans les 60 jours.

A cet amendement, un membre dépose les sous-amendements suivants :

« 1. Après les mots « ...ayant l'Environnement dans ses attributions », ajouter les mots « et par le Ministre ayant la Défense nationale dans ses attributions ».

Il justifie ce premier sous-amendement en ces termes :

« Dans ses activités en temps de paix, l'armée utilise, elle aussi, des matières toxiques, ce qui peut occasionner la production de déchets toxiques.

De indieners verantwoorden hun amendement als volgt :

Het wetsontwerp regelt de behandeling en de verhandeling van afval in zover deze een vergiftigingsgevaar kan inhouden voor de levende wezens en voor de natuur.

Bijgevolg is het onontbeerlijk dat de Ministers tot wier bevoegdheid de Volksgezondheid, het Leefmilieu en het Natuurbehoud behoren, bij de uitvoering van de wet betrokken worden.

Een gelijkaardige samenwerking tussen verschillende departementen werd voorzien in de wet van 18 juli 1973 betreffende de bestrijding van de geluidshinder. Hierin werd bepaald dat de koninklijk besluiten zullen genomen worden op gezamenlijke voordracht van de Minister van Volksgezondheid en Leefmilieu en telkens de betrokken Ministers, elk voor wat hun bevoegdheid betreft.

Anderzijds voorziet de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud maatregelen tot bescherming van de fauna, de flora, de bodem en het water. Bovendien regelt deze wet de aanwending van giftstoffen en andere produkten die een gevaar opleveren voor de natuur of voor de biologische gaafheid van water of bodem.

Wij menen dat ook in het thans in bespreking zijnde wetsontwerp op de giftige afval een eenheid in de conceptie van uitvoering moet ingebouwd worden. Bij wijze van voorbeeld verwijzen wij naar de reeds genoemde wet betreffende de bestrijding van de geluidshinder waarbij, op voorstel van de Senaatscommissie voor het Leefmilieu, bovendien een 9° werd ingevoegd in artikel 4 dat ertoe strekt zelfs de Minister van Landsverdediging in zulke samenwerking in te schakelen.

Daarnaast stelt zich de vraag wie de lijst van giftige afvalstoffen zal opstellen. Ons inziens moet deze door deskundigen worden voorbereid omdat hiervan de doeltreffendheid van het ontwerp afhangt. De Hoge Gezondheidsraad en de Hoge Raad voor het Natuurbehoud moeten hun advies over deze lijst kunnen geven. Genoemde raden tellen heel wat specialisten en het is onontbeerlijk ze te consulteren. Aangezien het ontwerp beoogt het vergiftigingsgevaar voor levende wezens en de natuur te bestrijden, is het normaal dat voornoemde wettelijk ingestelde raden om advies wordt gevraagd. Om nochtans de besluitvorming niet in de weg te staan is voorzien dat de adviezen geacht worden gunstig te zijn, indien zij niet worden verstrekt binnen de 60 dagen.

Een lid dient volgende subamendementen op het amendement in :

« 1. Na de woorden « ...Leefmilieu behoort », de woorden « en door de Minister tot wiens bevoegdheid de Landsverdediging behoort » toe te voegen ».

Dit amendement wordt als volgt verantwoord :

« Het leger gebruikt bij zijn activiteiten in vredetijd eveneens giftige stoffen die tot giftige afval kunnen leiden.

» De plus, elle dispose de matières toxiques qui pourraient éventuellement être employées en cas de guerre, et cela pourrait également donner lieu à des abus en raison du « dumping » périodique de produits périmés. »

» 2. Supprimer la seconde phrase du deuxième amendement au même article.

Justification du second sous-amendement :

« Il me paraît indispensable qu'un avis soit toujours donné lors de l'établissement et d'éventuelles mises à jour de la liste. Le problème des déchets toxiques est très grave. L'absence d'avis pourrait être due à un oubli ou à un retard administratif. Il s'impose en pareille occurrence de réduire les risques autant que possible. Aussi longtemps que certaines matières n'auront pas été expressément libérées par les deux Conseils, elles doivent être considérées comme dangereuses. »

Le Ministre se réfère aux amendements déposés par le Gouvernement à l'article 35 et qui prévoient que la liste des déchets toxiques sera établie par le Roi sur la proposition conjointe du Ministre qui a le Travail dans ses attributions et du Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions.

Pour ce qui est du sous-amendement visant à associer le Ministre de la Défense nationale à l'exécution de la loi, le Ministre renvoie aux dispositions de l'article 35.

Un membre relève que l'amendement du Gouvernement à l'article 35 a pour effet d'exclure le Ministre qui a la conservation de la nature dans ses attributions, de la participation à l'établissement de ladite liste. C'est contraire à toute logique, puisqu'il existe des déchets pouvant présenter un danger d'intoxication pour le milieu naturel, sans pour autant créer des risques directs pour l'homme. Il faut que ces substances puissent être portées sur la liste des déchets toxiques, sur la proposition du Ministre ayant la conservation de la nature dans ses attributions. Un membre rappelle que le projet à l'examen a pour but d'assurer la protection des êtres vivants et de la nature; il convient donc que les Ministres ayant dans leurs attributions la Santé publique et la conservation de la nature fassent savoir quels déchets sont toxiques pour l'homme et pour le milieu national.

Le Ministre déclare alors que la liste des déchets toxiques sera établie en accord avec les Ministres précités, qui peuvent d'ailleurs consulter les Conseils supérieurs intéressés.

A la suite de ces explications, les amendements et, par le fait même, les sous-amendements à l'article 1^{er} sont retirés par leurs auteurs.

L'article est adopté.

Article 3.

A cet article sont déposés deux amendements ayant la même portée :

» Tevens heeft het leger beschikking over giftige stoffen die bij een eventuele oorlogvoering gebruikt zouden kunnen worden, en daar zou evengoed aanleiding kunnen zijn tot misbruik bij de periodieke « dumping » van verjaarde producten. »

» 2. De tweede zin van het tweede amendement op artikel 1 te doen vervallen.

Met als verantwoording :

« Het lijkt mij onontbeerlijk dat steeds een advies gegeven wordt bij de opstelling en bij de eventuele aanvullingen van de lijst. Het probleem van de giftige afval is zeer ernstig. Het gebrek aan advies zou op een vergetelheid of een administratieve vertraging kunnen berusten. Men moet in deze aangelegenheid het gevarenrisico zo klein mogelijk houden. Zolang bepaalde stoffen niet uitdrukkelijk vrijgegeven worden door de beide Raden, moet het bepaalde produkt als gevaarlijk beschouwd worden. »

De Minister verwijst naar de amendementen welke door de Regering werden ingediend bij artikel 35, waardoor de lijst van de giftige afvalstoffen door de Koning zal worden vastgesteld op gezamenlijke voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid de Arbeid behoort en de Minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort.

Wat betreft het subamendement dat tot doel heeft de Minister van Landsverdediging bij de uitvoering van deze wet te betrekken, verwijst de Minister naar het bepaalde in artikel 35.

Een lid wijst er op dat door het amendement van de Regering bij artikel 35 de Minister die het natuurbehoud onder zijn bevoegdheid heeft, wordt uitgesloten bij de vaststelling van de lijst. Zulks zou niet logisch zijn aangezien er afval bestaat die wel een vergiftigingsgevaar kan inhouden voor het natuurlijk milieu, zonder daarom een direct gevaar voor de mens te betekenen. Deze stoffen moeten op voordracht van de Minister, tot wiens bevoegdheid het natuurbehoud behoort, op de lijst van de giftige afvalstoffen kunnen worden gebracht. Er wordt op gewezen dat onderhavig ontwerp tot doel heeft de levende wezens en de natuur te beschermen; derhalve is het aangewezen dat de Minister die de Volksgezondheid en het Natuurbehoud zouden aanduiden welke afval giftig is voor mens en natuur.

De Minister verklaart dat de lijst van de giftige afvalstoffen zal opgesteld worden in overleg met voornoemde ministers, die trouwens de betrokken Hoge Raden kunnen raadplegen.

Na deze toelichting worden de amendementen en dienvolgens ook de subamendementen bij artikel 1 ingetrokken.

Het artikel wordt aangenomen.

Artikel 3.

Bij artikel 3 worden twee amendementen ingediend die dezelfde draagwijdte hebben :

« 1. A la première ligne de cet article, supprimer les mots « ou déclaration ».

Justification.

« Il paraît sage, si le désir est de réglementer fermement les manipulations des produits toxiques et d'éviter tout danger pour les êtres vivants et la nature, de prévoir des textes clairs, précis et stricts ne permettant aucune dérogation.

« 2. A la première ligne de cet article, supprimer les mots « ou déclaration ».

Justification.

« Laisser le choix entre une simple « déclaration » et l'« autorisation » pourrait inciter des producteurs irresponsables de déchets à se contenter de signaler, après dumping de ceux-ci, que cette opération a eu lieu ».

A mon sens, il s'impose qu'une autorisation soit requise dans tous les cas.

Dans sa réponse, le Ministre fait observer que l'on a prévu qu'une simple « déclaration » peut suffire dans certains cas. Ainsi, il est évident que, pour le dépôt ou la neutralisation de petites quantités de déchets toxiques, en pharmacie, par exemple, une déclaration peut suffire. D'ailleurs, aux termes du troisième alinéa de l'article 6, le Roi détermine le cas dans lesquels l'autorisation est remplacée par une déclaration.

Le Ministre de l'Emploi et du Travail demande en conséquence le retrait de ces amendements, qui avaient d'ailleurs été déjà proposés à la Chambre des Représentants, qui les a rejetés. Le texte de la loi ne doit pas être trop rigide.

Les amendements sont rejetés par 21 voix contre 6. L'article est adopté tel quel par 21 voix contre 6.

Article 4.

A cet article sont également déposé deux amendements ayant une portée identique :

1. Remplacer le texte de cet article par la dispositions suivante :

« Le Roi règle le transport, l'importation, l'exportation et le transit des déchets toxiques et soumet ces opérations à autorisation. »

Justification.

Cette proposition qui a pour but de définir une réglementation uniforme ne permettant aucune dérogation ne me paraît pas en opposition avec la réglementation de la C.E.E.

2. Modifier le texte de cet article comme suit :

« Le Roi soumet à autorisation toutes opérations de transport, d'importation, d'exportation et de transit des déchets toxiques. »

« 1. Op de laatste regel van dit artikel, de woorden « of aangifte » te doen vervallen ».

Verantwoording.

« Het lijkt verstandig om duidelijke, nauwkeurige en strakke teksten te maken waarvan in geen geval mag worden afgeweken, als het de bedoeling is de manipulatie van giftige stoffen stevig te reglementeren en de levende wezens evenals de natuur tegen elk gevaar te beveiligen.

« 2. In de laatste regel van dit artikel, de woorden « of aangifte » te schrappen ».

Verantwoording.

« Eenvoudige « aangifte » als keuze-element naast « vergunning » plaatsen zou aanleiding kunnen zijn voor onverantwoordelijke afvalproducenten om na dumping van de afval de zaak eenvoudig « aan te geven ».

In mijn opinie moet in *elk geval* een vergunning worden toegekend.

In zijn antwoord wijst de Minister erop dat de mogelijkheid waarbij een eenvoudige « aangifte » volstaat, werd voorzien. Het is duidelijk dat voor het opslaan of neutraliseren van kleine hoeveelheden giftige afval bijvoorbeeld door apotheken een aangifte kan volstaan. Trouwens, volgens het derde lid van artikel 6 bepaalt de Koning de gevallen waarin de vergunning wordt vervangen door een aangifte.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid vraagt derhalve de intrekking van deze amendementen. Zij werden trouwens reeds in de Kamer van Volksvertegenwoordigers ingediend en aldaar verworpen. De tekst van de wet mag niet te strak zijn.

De amendementen worden verworpen met 21 stemmen tegen 6. Het artikel wordt ongewijzigd aangenomen met 21 stemmen tegen 6.

Artikel 4.

Bij dit artikel worden opnieuw twee amendementen ingediend die hetzelfde doel nastreven :

1. De tekst van dit artikel te vervangen als volgt :

« De Koning regelt het vervoer, de invoer, de uitvoer en de doorvoer van giftige afval en onderwerpt die verrichtingen aan vergunning. »

Verantwoording.

Dit voorstel strekt om te komen tot een eenvormige reglementering waarvan op geen enkele wijze kan worden afgeweken; het lijkt mij niet strijdig met de E.E.G.-reglementering.

2. De tekst van dit artikel te wijzigen als volgt :

« De Koning onderwerpt aan vergunning alle vervoer, invoer, uitvoer en doorvoer van giftige afval. »

Justification.

Le libellé du projet initial nous paraît insuffisant.

Le Ministre demande que ces amendements soient retirés, parce qu'ils instaурeraient des procédures inutiles. Il n'est pas toujours nécessaire de soumettre à autorisation le transport de déchets toxiques; lorsqu'une autorisation aura été donnée, une déclaration pourra parfois suffire. De plus, cet amendement pourrait être contraire aux directives de la C.E.E.

Les amendements sont rejetés par 21 voix contre 6.

L'article 4 est adopté par 21 voix contre 6.

Article 5.

Cet article fait l'objet d'un amendement, libellé comme suit :

« Dans cet article, insérer entre les mots « conditions techniques » et les mots « dans lesquelles », les mots « d'organisation, juridiques, financières et administratives ».

Justification.

Cet amendement doit permettre au Gouvernement de déterminer non seulement les conditions techniques dans les quelles sont créés les centres de destruction ou de neutralisation des déchets toxiques ou les conditions dans lesquelles cette destruction ou neutralisation peut ou doit se faire chez le producteur, mais aussi des conditions concernant le personnel, l'équipement matériel, la solvabilité, etc.

Ces conditions sont aussi importantes que les conditions purement techniques pour garantir la destruction ou la neutralisation des déchets toxiques dans des conditions ne présentant qu'un danger minime pour l'homme et pour la nature.

Le Gouvernement dépose également un amendement, rédigé comme suit :

« Remplacer les mots : « les conditions techniques » par les mots : « les conditions techniques et financières ».

Justification.

La mise en œuvre des techniques appropriées pour assurer la destruction ou la neutralisation dans des conditions optimales pour la sécurité des êtres vivants ou de la nature requiert presque toujours des moyens financiers importants. C'est la raison pour laquelle il a paru opportun de confier directement au Roi le soin de déterminer les conditions non seulement techniques mais également financières dans lesquelles seront créés les centres de destruction ou de neutralisation des déchets toxiques.

Un membre demande le maintien du texte initial de l'article; la *ratio legis* de cet amendement ne lui apparaît pas clairement.

Verantwoording.

De formulering in het oorspronkelijke ontwerp lijkt ons te zwak.

De Minister vraagt de intrekking van de amendementen omdat daardoor nutteloze procedures ingevoerd worden. Het is niet altijd nodig het vervoer van giftige afval aan een vergunning te onderwerpen; na het verlenen van een vergunning kan vervolgens soms een aangifte volstaan. Bovendien kan dit amendement in strijd zijn met de reglementen van de E.E.G.

De amendementen worden verworpen met 21 stemmen tegen 6.

Artikel 4 wordt aangenomen met 21 stemmen tegen 6.

Artikel 5.

Bij dit artikel wordt volgend amendement neergelegd :

« Tussen de woorden « technische » en « voorwaarden » van dit artikel, de volgende woorden in te lassen : « organisatorische, juridische, financiële en administratieve ».

Verantwoording.

Deze tekstwijziging moet aan de Regering de mogelijkheid bieden niet alleen de technische voorwaarden te bepalen waaronder centra voor vernietiging of neutralisering van giftige afval worden opgericht of waaronder deze vernietiging of neutralisering bij de voortbrenger mag of moet gebeuren, maar ook voorwaarden in verband met het daartoe vereiste personeel- en materiële uitrusting, solvabiliteit, enz.

Deze voorwaarden zijn van even groot belang als de zuiver technische om te waarborgen dat de vernietiging of neutralisering zou geschieden op een wijze die zo weinig mogelijk gevaar inhoudt voor de mens en de natuur.

Ook de Regering dient een amendement in, als volgt luidende :

« De woorden « de technische voorwaarden » vervangen door « de technische en financiële voorwaarden ».

Verantwoording.

Het aanwenden van een aangepaste techniek met het oog op de vernietiging of de neutralisering in optimale voorwaarden voor de veiligheid van de levende wezens of de natuur, vergt bijna altijd aanzienlijke financiële middelen. Het leek dan ook geschikt rechtstreeks aan de Koning de zorg toe te vertrouwen de technische alsook de financiële voorwaarden vast te stellen waaronder de centra voor vernietiging of neutralisering van giftige afval zullen worden opgericht.

Een lid pleit voor het behoud van de oorspronkelijke tekst van het artikel; de *ratio legis* van dit amendement is hem niet duidelijk.

L'auteur du premier amendement estime que les termes « conditions techniques et financières » sont assez larges pour permettre d'exiger toutes les garanties nécessaires des centres de destruction à agréer. En conséquence, il retire son amendement.

L'amendement du Gouvernement et l'article ainsi amendé sont adoptés par 21 voix contre 6.

Article 6.

A cet article, deux membres proposent un amendement visant à supprimer le troisième alinéa.

Justification.

La modification proposée à l'article 3 rend sans objet le maintien de cet alinéa.

Etant donné que l'amendement à l'article 3 a été rejeté, le présent amendement est devenu sans objet.

L'article 6 est adopté.

Article 7.

Cet article fait l'objet d'un amendement rédigé comme suit :

« Compléter le texte de cet article par un alinéa nouveau, libellé comme suit :

» Le Roi détermine les dispositions de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution qui doivent figurer sur l'emballage des produits qui, après un laps de temps, deviennent ou peuvent devenir des déchets toxiques. »

Justification.

Le projet de loi à l'examen ne prête pas beaucoup d'attention aux énormes quantités de déchets toxiques en puissance se trouvant dans les ménages sous la forme de médicaments dont la date de péremption est dépassée, de produits de nettoyage, etc. Ces déchets sont normalement enlevés avec les ordures ménagères et aboutissent ainsi aux dépôts d'immundices où ils présentent un réel danger d'intoxication pour l'homme et la nature. En outre, le consommateur est en général mal informé des dispositions législatives en la matière.

C'est pourquoi nous estimons qu'il s'impose de déterminer par arrêté royal quelles sont les dispositions de cette loi et de ses arrêtés d'exécution qui doivent figurer sur les emballages des produits qui, après un certain temps, deviennent ou peuvent devenir « déchets toxiques ». Les arrêtés pris en exécution de l'article 5 du projet de loi pourraient déterminer que les services d'enlèvement des ordures ménagères devraient organiser, une ou plusieurs fois par an, une collecte spéciale pour ces produits et les transporter vers un centre de destruction ou de neutralisation agréé. Les consommateurs doivent être informés de façon appropriée de ces dispositions légales. Cela peut se faire en les faisant figurer sur l'emballage de ces produits.

De auteur van het eerstgenoemde amendement oordeelt dat de woorden « technische en financiële voorwaarden » voldoende ruim zijn om alle nodige waarborgen van de te erkennen vernietigingscentra te kunnen eisen. Het amendement wordt derhalve ingetrokken.

Het Regeringsamendement en het geamendeerd artikel worden aangenomen met 21 stemmen tegen 6.

Artikel 6.

Bij dit artikel wordt door twee leden een amendement ingediend dat ertoe strekt het derde lid van het artikel te doen vervallen.

Verantwoording.

Indien de voorgestelde wijziging van artikel 3 wordt goedgekeurd, is dit lid overbodig.

Aangezien het amendement bij artikel 3 werd verworpen, is dit amendement zonder voorwerp geworden.

Artikel 6 wordt aangenomen.

Artikel 7.

Volgend amendement wordt ter tafel gelegd :

« Dit artikel aan te vullen met een nieuw lid, luidende :

» De Koning bepaalt welke schikkingen van deze wet en van haar uitvoeringsbesluiten moeten worden aangebracht op de verpakkingen van produkten die na verloop van tijd giftige afval worden of kunnen worden. »

Verantwoording.

Het thans in bespreking zijnde wetsontwerp besteedt geen bijzondere aandacht aan de enorme hoeveelheden potentieel giftige afval die aanwezig zijn in de particuliere huishoudens onder de vorm van vervallen geneesmiddelen, reinigingsprodukten en dergelijke. Deze worden doorgaans opgehaald samen met het huisvuil en komen alzo op de vuilnisbelten terecht, waar zij een groot vergiftigingsgevaar inhouden voor mens en natuur. Bovendien is de verbruiker over het algemeen slecht ingelicht over de wettelijke bepalingen daaromtrent.

Wij zijn daarom van oordeel dat bij koninklijk besluit moet worden bepaald welke beschikkingen van deze wet en van haar uitvoeringsbesluiten moeten worden aangebracht op produkten die na verloop van tijd giftige afval kunnen worden. In de uitvoeringsbesluiten zou op basis van artikel 5 van het ontwerp van wet kunnen bepaald worden dat de diensten voor ophaling van huisvuil één of meerdere keren per jaar een bijzondere ophaaldienst voor de bedoelde produkten zouden moeten organiseren en deze vervoeren naar een erkend centrum voor vernietiging of neutralisering. Deze wettelijke regeling moet op een aangepaste manier ter kennis van de verbruiker worden gebracht. Dit kan geschieden door ze aan te brengen op de verpakking van de bedoelde produkten.

L'amendement est retiré par son auteur en raison du fait que le Gouvernement a proposé un amendement à l'article 34.

L'article 7 est adopté.

Article 8.

Un membre dépose un amendement rédigé comme suit :

« A cet article, remplacer les mots « par le Fonds de garantie pour la destruction des déchets toxiques » par les mots « par le Roi ».

L'auteur de l'amendement se réfère à la justification qu'il a donnée à l'article 9 (nouveau).

Le Gouvernement dépose également un amendement, libellé comme suit :

Remplacer les mots « ... ou établi par le Fonds de garantie pour la destruction des déchets toxiques », par les mots : « ... par le Roi ».

Justification.

Désormais, en vertu de l'amendement à l'article 5, il appartiendra au Roi de fixer les conditions financières que doivent remplir les centres créés pour la destruction ou la neutralisation des déchets toxiques. Il est donc normal que ce soit Lui qui vérifie si ces conditions sont remplies, et, par conséquent, accorde l'agrément à ces centres. Cette agrément sera requise tant pour les centres qui seront créés par des personnes privées que par ceux qui seront dus à l'initiative du Fonds de garantie pour la destruction des déchets toxiques.

Etant donné que l'amendement gouvernemental a la même portée que celui qui avait été déposé par le commissaire, ce dernier marque évidemment son accord sur cet amendement et il retire son texte.

L'amendement du Gouvernement est adopté par 19 voix contre 9.

L'article ainsi amendé est adopté par 19 voix contre 6 et 3 abstentions.

Article 9.

Un membre dépose un amendement visant à supprimer cet article. Voir la justification à l'article 9 (nouveau).

Le Gouvernement dépose l'amendement ci-après :

« Remplacer le texte de cet article par la disposition suivante :

« Article 9. — L'Etat est autorisé à participer à la création d'une société de droit public ayant la personnalité civile, dénommée « Fonds de garantie pour la destruction des déchets toxiques » dont les statuts seront fixés par la loi. »

Het amendement wordt ingetrokken op grond van het feit dat de regering bij artikel 34 een amendement heeft ingediend.

Artikel 7 wordt aangenomen.

Artikel 8.

Een lid heeft volgend amendement ingediend :

« In dit artikel, de woorden « door het Waarborgfonds voor de vernietiging van giftige afval » te vervangen door de woorden « door de Koning ».

De indiener verwijst naar de verantwoording bij artikel 9 (nieuw).

De regering dient eveneens een amendement in als volgt luidende :

De woorden « ... hetzij in een centrum dat erkend of opgericht is door het Waarborgfonds voor de vernietiging van de giftige afval » vervangen door : « hetzij in een door de Koning erkend centrum ».

Verantwoording.

Krachtens het aan artikel 5 aangebrachte amendement, zal voortaan de Koning de financiële voorwaarden bepalen, waaraan de opgerichte centra voor vernietiging of neutralisering van giftige afval zullen moeten voldoen. Het is dus normaal dat Hij verifiëert of die voorwaarden zijn vervuld en bijgevolg die centra erkent. Die erkenning zal zijn vereist voor de centra die zullen worden opgericht door privépersonen alsook voor diegene die uitgaan van het initiatief van het Waarborgfonds voor de vernietiging van de giftige afval.

Aangezien de Regering hiermede het amendement van het lid bijtreedt, verklaart de auteur ervan zich vanzelfsprekend akkoord met het Regeringsamendement en trekt zijn amendement in.

Het amendement van de Regering wordt aangenomen met 19 stemmen tegen 9.

Het aldus geamendeerd artikel wordt aangenomen met 19 stemmen tegen 6 bij 3 onthoudingen.

Artikel 9.

Een lid dient een amendement in dat ertoe strekt dit artikel te schrappen. Zie de verantwoording bij artikel 9 (nieuw).

De Regering legt volgend amendement neer :

« De tekst van dit artikel vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 9. — De Staat is gemachtigd deel te nemen aan de oprichting van een publiekrechtelijke maatschappij met rechtspersoonlijkheid, genaamd « Waarborgfonds voor de vernietiging van de giftige afval » waarvan de statuten door de wet zullen worden vastgelegd ».

Justification.

La déclaration gouvernementale annonce le dépôt, avant le 1^{er} octobre prochain, d'un projet de loi organique fixant la manière selon laquelle l'Etat peut participer à la création d'entreprises ou prendre des participations dans des entreprises.

Etant donné que le Fonds de garantie comporte un objet à la fois commercial et industriel, il a paru inopportun de fixer dès à présent dans le projet en discussion les règles statutaires qui régiront ce Fonds, alors que le Gouvernement n'a pas encore déposé le projet de loi organique qui fixera le statut général des entreprises publiques et des entreprises mixtes, ainsi que les règles essentielles des prises de participation dans le capital d'entreprises privées. C'est pourquoi il est proposé de remplacer l'article 9 du projet par un texte nouveau qui se borne à prévoir la création du Fonds de garantie et à confier au législateur le soin d'établir ultérieurement les statuts qui le régiront.

Le premier amendement est retiré par son auteur et l'amendement du Gouvernement est adopté par 22 voix contre 6.

L'article amendé est adopté par 22 voix contre 6.

Article 9 (nouveau).

Plusieurs membres déposent un amendement tendant à insérer dans le projet un article 9 (nouveau), libellé comme suit :

« Il est créé auprès du Ministère de l'Emploi et du Travail un « Fonds de garantie pour la destruction des déchets toxiques ». Le Fonds de garantie a pour mission d'assurer, en cas de faillite ou de déconfiture des personnes responsables visées aux articles 7, 16 et 18 ou si ces personnes sont inconnues ou introuvables, l'exécution des obligations qui, en vertu des mêmes articles, incombent à ces personnes, y compris l'indemnisation des travailleurs pour les dommages de quelque nature que ce soit, directement ou indirectement provoqués par les déchets toxiques. »

Justification.

Dans l'optique du projet de loi à l'examen, le Fonds de garantie pour la destruction des déchets toxiques a une double mission. D'une part, il doit « favoriser la création, la réorganisation ou l'extension d'entreprises de destruction ou de neutralisation de déchets toxiques ou en assurer la gestion » (article 10); d'autre part, il a pour mission « d'assurer, en cas de faillite ou de déconfiture des personnes responsables de la destruction des déchets, l'exécution des obligations incombant à ces personnes, d'agréer les centres de destruction ou de neutralisation » (article 11).

La première mission est de caractère commercial et industriel.

Dans la déclaration gouvernementales, le Gouvernement a promis de déposer, avant le 1^{er} octobre prochain, un projet

Verantwoording.

In de regeringsverklaring werd gemeld dat vóór 1 oktober a.s. een ontwerp van organieke wet zal worden ingediend tot regeling van de wijze waarop de Staat kan deelnemen aan de oprichting van of het nemen van participaties in bedrijven.

Aangezien het Waarborgfonds een commercieel en industrieel doel heeft leek het niet gepast nu reeds in het besproken ontwerp de statutaire regels te bepalen die het Fonds zullen beheren, aangezien de Regering het ontwerp van organieke wet nog niet heeft ingediend tot vaststelling van het algemeen statuut van de openbare en gemengde ondernemingen en van de bijzonderste regels inzake het nemen van participaties in het kapitaal van particuliere ondernemingen. Daarom wordt voorgesteld artikel 9 van het ontwerp te vervangen door een nieuwe tekst die enkel voorziet in de oprichting van het Waarborgfonds en aan de wetgever de zorg toevertrouwt later de statuten op te stellen welke het Fonds zullen beheren.

Eerstgenoemd amendement wordt ingetrokken en het amendement van de Regering wordt aangenomen met 22 stemmen tegen 6.

Het geamendeerd artikel wordt aangenomen met 22 stemmen tegen 6.

Artikel 9 (nieuw).

Een amendement wordt ingediend dat er toe strekt een artikel 9 (nieuw) uit te lassen, luidende :

« Bij het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid wordt een « Waarborgfonds voor de vernietiging van giftige afval » opgericht. Het Waarborgfonds heeft tot taak te voorzien, ingeval van faling of onvermogen van de in de artikelen 7, 16 en 18 bedoelde aansprakelijke personen of ingeval deze personen onbekend of onvindbaar zijn, in de tenuitvoerlegging van de op die personen krachtens diezelfde artikelen rustende verplichtingen, met inbegrip van de schadeloosstelling van de werknemers voor alle schade van welke aard ook rechtstreeks of onrechtstreeks veroorzaakt door de giftige afval. »

Verantwoording.

In de optiek van het in bespreking zijnde wetsontwerp heeft het Waarborgfonds voor de vernietiging van giftige afval een dubbele taak. Enerzijds moet het «de oprichting, de reorganisatie of de uitbreiding bevorderen of het beheer op zich nemen van ondernemingen voor de vernietiging of neutralisering van de giftige afval » (artikel 10); anderzijds is het zijn taak « te voorzien in de tenuitvoerlegging van de verplichtingen van de personen die verantwoordelijk zijn voor de vernietiging van de afval in geval van faillissement of onvermogen van die personen, de centra voor vernietiging of neutralisering te erkennen » (artikel 11).

De eerste taak is van commerciële en industriële aard.

In de regeringsverklaring heeft de Regering beloofd vóór 1 oktober a.s. een ontwerp van organieke wet in te dienen tot

de loi organique fixant la manière selon laquelle l'Etat peut participer à la création d'entreprises ou prendre des participations dans des entreprises. Cette loi organique fixera le statut général que toute entreprise publique devra adopter. Toute création d'une entreprise publique (pure ou mixte) résultera d'ailleurs d'une loi et l'entreprise devra adopter un statut conforme au statut général.

Cette promesse signifie que le Parlement pourra se prononcer sur les statuts de toute entreprise publique.

A la lumière de cette déclaration gouvernementale, il ne nous paraît pas justifiable, quelques mois seulement avant le dépôt de la loi organique, de créer une entreprise publique dont les statuts échappent à tout contrôle parlementaire, puisque ceux-ci ne sont jamais soumis à l'avis du Conseil d'Etat, ni discutés en séance publique ou en commission.

Le nouvel article 9 proposé réduit le Fonds de garantie à son premier but, à savoir : se substituer au responsable défaillant par suite d'insolvabilité ou au responsable inconnu ou introuvable. Cette substitution comprend entre autres la poursuite du paiement des rémunérations des travailleurs mis au chômage, pour autant que d'autres lois ne la prévoient pas ou la prévoient de manière insuffisante.

Dans cette optique, il n'est pas nécessaire que le Fonds jouisse de la personnalité civile.

Du fait du retrait de l'amendement déposé à l'article 9 et de l'adoption de l'amendement du Gouvernement, l'amendement ci-dessus est devenu sans objet et il est retiré par son auteur.

Article 10.

Il y a lieu de signaler que l'accord politique conclu le 10 juin 1974 entre les partis au Gouvernement (annexe à la déclaration gouvernementale du 12 juin 1974) prévoit que : « Outre les créations prévues dans la déclaration du 30 avril 1974, le Gouvernement prendra, d'autre part, les initiatives nécessaires pour mettre à l'étude la création d'entreprises exerçant leur activité dans le secteur de la destruction et de la récupération des déchets industriels ou ménagers toxiques. »

Devant les Commissions réunies de l'Environnement et de l'Emploi et du Travail de la Chambre des Représentants, le Ministre du Travail de l'époque a précisé (Doc. Chambre, n° 684 (1973-1974) n° 4, p. 5) que la création de centres publics par le Fonds ne pourra être que supplétive, dans le cas où le secteur privé serait défaillant.

Un membre dépose un amendement visant à supprimer le texte de l'article 10.

L'amendement étant rendu superflu par les amendements gouvernementaux aux articles 9 et 11, l'auteur retire son texte.

L'article 10 est adopté.

regeling van de wijze waarop de Staat kan deelnemen aan de oprichting van of het nemen van participaties in bedrijven. Deze organieke wet zal het algemeen statuut vaststellen dat elk overheidsbedrijf zal moeten aannemen. Elke oprichting van een overheidsbedrijf (zuiver of gemengd) zal trouwens bij wet moeten gebeuren en de onderneming zal een statuut moeten aannemen dat conform is aan het algemeen statuut.

Deze belofte betekent dat het Parlement zich zal kunnen uitspreken over de statuten van elk overheidsbedrijf.

In het licht van deze regeringsverklaring lijkt het ons niet te verantwoorden enkele maanden vóór de indiening van de organieke wet een overheidsbedrijf op te richten waarvan de statuten aan elke parlementaire controle ontsnappen, vermits zij nooit werden onderworpen aan het advies van de Raad van State, noch werden besproken in de algemene vergadering noch in de commissies.

Het voorgestelde nieuwe artikel 9 herleidt het Waarborgfonds tot zijn oorspronkelijke taak, namelijk in de plaats te treden van de aansprakelijke persoon die tekort schiet als gevolg van zijn staat van onvermogen of die onbekend is of niet in België kan worden aangetroffen. Deze indeplaats-treding gaat zover dat zij onder meer omvat de verdere uitbetaling van het loon der werkloos gestelde werknemers, voor zover daarin niet of onvoldoende is voorzien door andere wetten.

In deze optiek behoeft het geen eigen rechtspersoonlijkheid

Ingevolge de intrekking van het amendement bij artikel 9 en de aanvaarding van het amendement van de Regering is onderhavig amendement zonder voorwerp geworden en de auteur trekt het in.

Artikel 10.

Er dient opgemerkt dat het politiek akkoord dat op 10 juni 1974 tussen de regeringspartijen werd afgesloten (bijvoegsel bij de regeringsverklaring van 12 juni 1974) voorziet dat : « Behoudens de oprichtingen, voorzien in de verklaring van 30 april 1974, zal de Regering anderzijds de nodige initiatieven nemen om de oprichting van bedrijven te bestuderen in de sector van de vernietiging en van de recuperatie van toxische afval van industriële of huishoudelijke oorsprong. »

Voor de Verenigde Commissies voor het Leefmilieu en de Tewerkstelling en Arbeid van de Kamer van Volksvertegenwoordigers (n° 684 (1973-1974) n° 4, p. 5) heeft de toenmalige Minister van Arbeid gepreciseerd « dat de oprichting van openbare centra door het Fonds slechts suppletief zal kunnen zijn, namelijk in geval de particuliere sector in gebreke mocht blijven ».

Een lid dient een amendement in dat er toe strekt artikel 10 te schrappen.

Ingevolge de Regeringsamendementen bij de artikelen 9 en 11 is het amendement overbodig geworden en de auteur trekt het in.

Artikel 10 wordt aangenomen.

Article 11.

Un membre propose de supprimer cet article.

Le Gouvernement dépose l'amendement suivant :

Remplacer le texte de cet article par la disposition suivante :

« Article 11. — Outre son objet commercial et industriel, le Fonds de garantie a également pour mission d'assurer, en cas de faillite ou de déconfiture des personnes responsables visées aux articles 7, 16 et 18, l'exécution des obligations qui, en vertu des mêmes articles, incombent à ces personnes. Le Conseil d'administration du Fonds peut faire exécuter ces obligations dans tous les cas où ces personnes n'exécutent pas ou n'exécutent qu'en partie les obligations qui leur incombent en vertu desdits articles. »

Justification.

La modification apportée à cet article est la conséquence des amendements aux articles 5 et 8 qui confient désormais au Roi le soin, d'une part, de fixer les conditions financières dans lesquelles sont créés les centres de destruction ou de neutralisation des déchets toxiques et, d'autre part, d'agréer ces centres.

Compte tenu de la modification proposée par le Gouvernement, l'auteur du premier amendement cité retire son texte.

L'amendement du Gouvernement est adopté par 20 voix contre 6 et 3 abstentions.

L'article ainsi amendé est adopté par 20 voix contre 6 et 3 abstentions.

Article 12.

A cet article, un membre propose un amendement libellé comme suit :

Modifier le texte de cet article comme suit :

« Pour remplir les missions prévues à l'article 9, le Fonds de garantie dispose des cotisations de solidarité, des majorations des cotisations et des intérêts de retard imposés par le Roi aux personnes visées à l'article 7, premier alinéa, ainsi que du produit des remboursements effectués en application de l'article 15. »

Justification.

Nous estimons qu'il est indispensable d'inscrire dans la loi même quelles sont les personnes assujetties au Fonds de garantie : il s'agit en l'occurrence des producteurs de déchets toxiques tels qu'ils sont définis à l'article 7 du projet.

Le Gouvernement présente l'amendement suivant :

Remplacer le texte de cet article par la disposition suivante :

« Article 12. — Pour remplir les missions prévues aux articles 10 et 11, le Fonds de garantie dispose des cotisations, des majorations des cotisations et des intérêts de retard imposés »

Artikel 11.

Een lid stelt voor dit artikel weg te laten.

De Regering stelt volgend amendement voor :

De tekst van dit artikel vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 11. — Benevens zijn commercieel en industrieel doel heeft het Waarborgfonds eveneens tot taak te voorzien, in geval van falen of onvermogen van de in de artikelen 7, 16 en 18 bedoelde aansprakelijke personen, in de tenuitvoerlegging van de op die personen krachtens diezelfde artikelen rustende verplichtingen. De Raad van beheer van het Fonds kan die verplichtingen doen uitvoeren in al de gevallen waarin die personen de krachtens de genoemde artikelen op hen rustende verplichtingen niet of slechts gedeeltelijk naleven. »

Verantwoording.

De aan dit artikel aangebrachte wijziging is het gevolg van de amendementen aan de artikelen 5 en 8 die voortaan aan de Koning de zorg toevertrouwen enerzijds van de vaststelling van de technische en financiële voorwaarden waaronder de centra voor vernietiging of neutralisering van giftige afval worden opgericht en anderzijds van de erkenning van die centra.

Rekening houdend met de door de Regering voorgestelde wijziging trekt de auteur het eerstgenoemde amendement in.

Het amendement van de Regering wordt aangenomen met 20 stemmen tegen 6 bij 3 onthoudingen.

Het aldus geamendeerd artikel wordt aangenomen met 20 stemmen tegen 6 bij 3 onthoudingen.

Artikel 12.

Een lid dient volgend amendement in :

De tekst van dit artikel te wijzigen als volgt :

« Om de in artikel 9 bepaalde taken uit te voeren beschikt het Waarborgfonds over de solidariteitsbijdragen, de bijdrageopslagen en de achterstallige renten, die door de Koning opgelegd worden aan de in artikel 7, eerste lid, bedoelde personen, alsmede over de opbrengst van de terugbetalingen uitgevoerd krachtens artikel 15. »

Verantwoording.

Wij menen dat het noodzakelijk is in de wet zelf vast te leggen wie bijdrageplichtig is aan het Waarborgfonds : het zijn de in artikel 7 van het ontwerp van wet omschreven producenten van giftige afval.

De Regering legt volgend amendement ter tafel :

De tekst van dit artikel vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 12. — Om de in de artikelen 10 en 11 bepaalde taken uit te voeren beschikt het Waarborgfonds over de bijdragen, de bijdrageopslagen en de achterstallige renten, die »

sés par le Roi aux personnes auxquelles s'appliquent les dispositions des articles 3, 4 et 7, ainsi que du produit des remboursements effectués en application de l'article 15. »

Justification.

Cet amendement a un double but :

1° préciser par un renvoi aux articles 10 et 11 les missions pour lesquelles le Fonds de garantie peut disposer de cotisations;

2° indiquer dans la loi elle-même les personnes qui sont passibles de cotisations c'est-à-dire :

— en vertu de l'article 3, celles qui offrent en vente, vendent, achètent, cèdent à titre onéreux ou à titre gratuit, détiennent, tiennent des dépôts, transforment, détruisent, neutralisent et éliminent des déchets toxiques ou exercent toutes activités apparentées;

— en vertu de l'article 4, celles qui s'occupent du transport, de l'importation, de l'exportation et du transit des déchets toxiques;

— en vertu de l'article 7, celles dont l'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole et scientifique a pour conséquence de produire des déchets toxiques.

L'auteur du premier amendement se rallie au point de vue du Gouvernement et retire son texte.

L'amendement du Gouvernement est adopté par 20 voix contre 6 et 3 abstentions.

Article 12bis (nouveau).

Un membre dépose l'amendement suivant :

Insérer dans le projet un article 12bis (nouveau), rédigé comme suit :

« Lorsque des installations appartenant aux pouvoirs publics ou à l'armée ou encore des entreprises publiques produisent ou traitent des déchets toxiques, elles contribueront pour une part proportionnelle à l'alimentation du Fonds de garantie par l'ouverture d'un poste spécial dans leur budget ou par la création d'un compte spécial dans leur comptabilité d'entreprise, étant entendu que le montant de ces contributions viendra s'ajouter à celui de la subvention globale éventuellement octroyée au Fonds par l'Etat. »

Cet amendement est justifié comme suit :

Le projet doit préciser que la loi s'appliquera également à toutes les activités de l'armée.

Le Ministre rappelle que le projet concerne toutes personnes et organismes, tant privés que publics. Les organismes publics peuvent donc également être redevable de cotisations. L'amendement est donc superflu.

door de Koning opgelegd worden aan de personen op wie de bepalingen van de artikelen 3, 4 en 7 van toepassing zijn alsmede over de opbrengst van de terugbetalingen uitgevoerd krachtens artikel 15. »

Verantwoording.

Dit amendement heeft een dubbel doel :

1° door een verwijzing naar de artikelen 10 en 11 de doelstellingen preciseren waarvoor het Waarborgfonds kan beschikken over bijdragen;

2° in de wet zelf aanwijzen welke personen bijdrageplichtig zijn, dit zijn :

— krachtens artikel 3, de personen die giftige afval te koop stellen, verkopen, kopen, er van afstand doen onder bezwarende of kosteloze titel, voorhanden houden, opslaan, transformeren, vernietigen, neutraliseren en wegwerken of daarmee gepaard gaande activiteiten uitoefenen;

— krachtens artikel 4, de personen die zich inlaten met het vervoer, de invoer, de uitvoer en de doorvoer van de giftige afval;

— krachtens artikel 7, de personen wier nijverheids-, handel-, landbouw-, ambachtelijke of wetenschappelijke activiteit tot gevolg heeft dat giftige afval wordt voortgebracht.

De auteur van eerstgenoemd amendement sluit zich bij de zienswijze van de Regering aan en trekt zijn amendement in.

Het amendement van de Regering wordt aangenomen met 20 stemmen tegen 6 bij 3 onthoudingen.

Artikel 12bis (nieuw).

Een lid dient volgend amendement in :

Een artikel 12bis (nieuw) in te voegen, luidende :

« Indien installaties van de openbare overheid en het leger, alsmede openbare bedrijven giftige afval produceren of verhandelen, zullen zij in evenredige mate bijdragen tot het Waarborgfonds door het opnemen van een speciale post in de begroting of door het aanleggen van een speciale rekening in hun bedrijfsboekhouding, en dit in meerdering van een eventuele globale betoelaging die door de Staat aan het Fonds wordt verleend. »

Dit amendement is verantwoord als volgt :

Het ontwerp moet duidelijk stellen dat de wet ook van toepassing is op alle handelingen die door het leger worden gesteld.

De Minister wijst erop, dat het ontwerp alle personen en instellingen, zowel privaatrechtelijke als publiekrechtelijke beoogt. Ook door overheidsinstellingen kunnen derhalve bijdragen verschuldigd zijn. Het amendement is dus overbodig.

Il est rejeté par 25 voix contre 3 et 1 abstention.

Article 13.

Un membre dépose un amendement libellé comme suit :
Modifier le premier alinéa de cet article comme suit :

« Par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, le Roi fixe le montant de la cotisation visée à l'article 12 ou les bases de son calcul, ainsi que les modalités et les délais de paiement. »

Justification.

Puisque, dans l'optique de l'amendement à l'article 9, le Fonds de garantie ne jouit pas de la personnalité civile, toute référence au conseil d'administration doit être supprimée. Par ailleurs, il nous paraît fort souhaitable de fixer le montant de la cotisation et les bases de son calcul par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres.

Le Ministre tient à souligner que le Fonds de garantie a la personnalité civile. Les cotisations sont fixées sur proposition du Ministre de l'Emploi et du Travail.

L'amendement est retiré par son auteur à la suite de la modification apportée à l'article 9.

L'article 13 est adopté.

Article 20.

Cet article fait l'objet de plusieurs amendements, libellés comme suit :

« 1. Compléter cet article par un alinéa nouveau libellé comme suit :

» Elle bénéficiera de la même protection que les délégués du personnel du Comité de Sécurité, d'Hygiène et d'Embellissement des lieux de travail, telle qu'elle est prévue par la loi du 17 juillet 1957. »

Justification.

Si la personne mentionnée à l'article 20 est un travailleur, elle ne peut remplir convenablement sa mission que si elle a la possibilité d'agir en toute indépendance et en conscience. Or, son action sera souvent en contradiction avec les instructions qui lui sont données par son employeur. Même si cette personne est membre du personnel de cadre, elle devrait être protégée contre les pressions éventuelles de la direction, de façon à pouvoir prendre les décisions nécessaires à l'application de la présente loi.

« 2. Après les mots « l'entreprise », ajouter les mots « ou l'organisme ».

Justification.

Il y a lieu de soumettre à la loi sur les déchets toxiques d'autres organismes encore que les « entreprises », et notam-

Het amendement wordt verworpen met 25 stemmen tegen 3 bij 1 onthouding.

Artikel 13.

Een lid legt volgend amendement ter tafel :

Het eerste lid van dit artikel te wijzigen als volgt :

« Bij een in Ministerraad overlegd besluit stelt de Koning het bedrag van de in artikel 12 bedoelde bijdrage of de berekeningsgrondslagen voor het bedrag vast en bepaalt de betalingsregelen en -termijnen. »

Verantwoording.

Vermits het Waarborgfonds geen eigen rechtspersoonlijkheid bezit in de optiek van hogervermeld amendement bij artikel 9, dient eveneens de verwijzing naar een raad van beheer te vervallen. Anderzijds lijkt het ons aangewezen het bedrag en de grondslagen van de solidariteitsbijdrage vast te leggen bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit.

De Minister wijst erop dat het Waarborgfonds de rechtspersoonlijkheid heeft. De vaststelling van de bijdragen geschiedt op voorstel van de Minister van Tewerkstelling en Arbeid.

Het amendement wordt door zijn auteur ingetrokken ingevolge de wijziging die aan artikel 9 werd aangebracht.

Artikel 13 wordt aangenomen.

Artikel 20.

Bij dit artikel worden verschillende amendementen ingediend :

« 1. Dit artikel aan te vullen met een nieuw lid, luidende :

» Hij geniet dezelfde bescherming als de afgevaardigden van het personeel in het Comité voor Veiligheid, Gezondheid en Verfraaiing der werkplaatsen, zoals deze wordt bepaald in de wet van 17 juli 1957. »

Verantwoording.

De in artikel 20 bedoelde persoon, kan indien hij werknemer is, zijn taak slechts naar behoren vervullen indien hij volledig onafhankelijk en in geweten kan handelen. Dit kan vaak in strijd zijn met de onderrichtingen die hem vanwege zijn werkgever worden gegeven. Zelfs wanneer het om een kaderlid gaat, moet hij worden beschermd tegen eventuele druk van de directie, zodat hij de voor de toepassing van deze wet noodzakelijke beslissingen kan nemen.

« 2. Na het woord « onderneming », de woorden « of de instelling » in te voegen. »

Verantwoording.

Ook andere organisaties dan « ondernemingen » moeten aan de wet op de giftige afval onderworpen worden, zoals

ment les services publics à objectifs économiques, les laboratoires militaires, etc.

3. Remplacer le second alinéa de cet article par la disposition suivante :

« Cette personne doit préalablement être agréée par le Ministre qui a le Travail dans ses attributions ou par un fonctionnaire qu'il a désigné à cet effet. »

Justification.

Si la loi désigne directement un fonctionnaire en tant que personne autorisée à agréer la nomination du responsable de la destruction des déchets toxiques, ce fonctionnaire ne porte pas la moindre responsabilité politique à l'égard du Parlement. Il est dès lors indiqué que ce soit le Ministre qui assume cette responsabilité.

D'autre part, dans le but d'éviter les objections constitutionnelles relatives à la délégation de compétences, le texte proposé ajoute que le Ministre peut désigner un fonctionnaire pour s'acquitter de cette tâche. Toujours est-il que le Ministre continue d'être le seul responsable devant le Parlement.

Le Gouvernement présente un amendement libellé comme suit :

Remplacer le texte de cet article par les dispositions suivantes :

« Article 20. — § 1^{er}. Les travaux de destruction, de neutralisation ou d'élimination des déchets toxiques sont placés sous l'autorité d'une personne responsable désignée par l'employeur.

» § 2. Cette personne doit être agréée par le Ministre qui a le Travail dans ses attributions ou par un fonctionnaire qu'il aura désigné à cet effet.

» § 3. Elle aura pour mission de veiller à l'observation des règlements et des conditions d'autorisation pris en vertu de la présente loi. Elle ordonnera et surveillera l'exécution de toutes les mesures qui sont reconnues nécessaires pour assurer la sécurité des travailleurs, la sûreté des travaux et de l'environnement.

» § 4. Cette personne ne peut être déchargée de la mission qui lui incombe en vertu du présent article tant que l'agrément qui lui a été accordée en vertu du § 2 ne lui a pas été retirée.

» § 5. Cette personne ne peut être licenciée que pour motif grave ou pour des raisons d'ordre économique ou technique préalablement reconnues par la Commission paritaire compétente.

» La Commission paritaire est tenue de se prononcer au sujet de l'existence ou de l'absence des raisons d'ordre économique ou technique dans les deux mois à compter de la demande qui lui a été faite par l'employeur.

bijvoorbeeld openbare diensten met een economisch doel, militaire laboratoria, enz.

3. Het tweede lid van dit artikel te vervangen als volgt :

« Deze moet vooraf erkend zijn door de Minister die de arbeid in zijn bevoegdheid heeft of door één door hem aangestelde ambtenaar. »

Verantwoording.

Indien de wet rechtstreeks een ambtenaar aanwijst als degene die gemachtigd is om de aangestelde verantwoordelijke persoon voor de vernietiging van de giftige afval te erkennen, dan draagt deze ambtenaar geen enkele politieke verantwoordelijkheid ten overstaan van het Parlement. Het is bijgevolg aangewezen dat het de Minister is die deze verantwoordelijkheid moet opnemen.

Om anderzijds de grondwettelijke bezwaren in verband met de bevoegdheidsdelegatie te ontwijken, wordt daaraan toegevoegd dat de Minister een ambtenaar mag aanwijzen die zijn taak kan vervullen. Het is echter steeds zo dat alleen de Minister tegenover het Parlement de verantwoordelijkheid blijft dragen.

De Regering legt volgend amendement neer :

De tekst van dit artikel vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 20. — § 1. De verrichtingen voor de vernietiging, de neutralisering of de wegwerking van de giftige afval zijn onder het gezag geplaatst van een door de werkgever aangestelde verantwoordelijke persoon.

» § 2. Deze persoon moet zijn erkend door de Minister tot wiens bevoegdheid de Arbeid behoort of door een ambtenaar die hij daartoe zal hebben aangewezen.

» § 3. Hij heeft als opdracht te waken over de naleving van de reglementen en de voorwaarden van de machtiging, opgelegd krachtens deze wet. Hij geeft opdracht tot en oefent toezicht uit over het uitvoeren van al de maatregelen die nodig worden geacht om de veiligheid van de werknemers, van de werkzaamheden en van het milieu te verzekeren.

» § 4. Deze persoon kan niet worden ontheven van de opdracht die ingevolge dit artikel op hem rust, zolang de erkenning die hem krachtens § 2 is verleend, hem niet is ontnomen.

» § 5. Deze persoon kan alleen om een dringende reden of om economische dan wel technische redenen, die vooraf zijn erkend door het bevoegde paritair comité, worden ontslagen.

» Het paritair comité moet zich uitspreken over het al dan niet bestaan van economische of technische redenen binnen twee maanden vanaf de datum van de aanvraag die het van de werkgever kreeg.

» Pour l'application du présent paragraphe est considérée comme licenciement :

» 1° toute rupture du contrat par l'employeur qu'elle ait lieu avec ou sans indemnité de congé, sans préavis ou avec préavis signifié pendant la période fixée du § 6;

» 2° toute rupture du contrat par le travailleur en raison de faits qui, dans le chef de ce travailleur, constituent un motif de rompre le contrat sans préavis ou avant l'expiration du terme.

» § 6. Cette personne bénéficie des dispositions du § 5 à partir du jour de l'agrément visée au § 2 jusqu'à l'expiration d'une période suivant le retrait de son agrément et dont la durée est fixée à :

» — 2 ans lorsqu'elle compte moins de 10 années de services;

» — 3 ans lorsqu'elle compte de 10 à moins de 20 ans de services;

» — 4 ans lorsqu'elle compte 20 années de services ou plus dans l'entreprise.

» Le bénéfice des dispositions du présent paragraphe n'est plus accordé lorsque la personne atteint l'âge de la retraite, sauf s'il est de pratique constante dans l'entreprise de maintenir en service la catégorie de travailleurs à laquelle elle appartient.

» § 7. Lorsque l'employeur ne respecte pas les dispositions des §§ 5 et 6, il est tenu de payer à la personne licenciée, sans préjudice du droit à des indemnités plus élevées payées en vertu du contrat ou des usages, ou à tous autres dommages et intérêts pour préjudice matériel ou moral, une indemnité égale à la rémunération en cours correspondant à la durée de la période fixée au § 6. »

Justification.

1. Le § 1^{er} du nouvel article 20 proposé par le Gouvernement reproduit le texte de l'alinéa 1^{er} de l'article 20 du projet, et remplace in fine le mot « entreprise » par « employeur ». Ce dernier terme paraît plus exact et évitera des confusions entre secteur privé et secteur public. Quiconque, personne privée ou personne publique, est employeur et s'occupe de travaux de destruction, neutralisation ou élimination de déchets toxiques, doit confier la direction de ces travaux à une personne responsable qu'il désigne.

2. Le § 2 reproduit le troisième amendement sur lequel le Gouvernement peut marquer son accord.

3. Le § 3 reproduit le texte actuel du projet.

4. Le § 4 tend à assurer à la personne désignée une protection au sein de l'entreprise afin d'éviter qu'elle ne soit déchargée arbitrairement de ses fonctions. Cette disposition complète la protection assurée par les §§ 5 et suivants.

» Voor de toepassing van deze paragraaf wordt als ontslag beschouwd :

» 1° elke beëindiging van de overeenkomst door de werkgever, ongeacht of zij geschiedt met of zonder opzeggingsvergoeding, met of zonder een opzegging die ter kennis wordt gebracht in de periode vastgesteld in § 6;

» 2° elke beëindiging van de overeenkomst door de werknemer wegens feiten die voor deze een reden vormen die de beëindiging zonder opzegging of vóór het verstrijken van de termijn rechtvaardigt.

» § 6. Deze persoon geniet de voordelen van de bepalingen van § 5 vanaf de dag der in § 2 bedoelde erkenning tot bij het verstrijken van een periode die volgt op de intrekking van zijn erkenning en waarvan de duur is vastgesteld op :

» — 2 jaar, zo hij minder dan 10 jaar dienst telt;

» — 3 jaar, zo hij 10 doch minder dan 20 jaar dienst telt;

» — 4 jaar, zo hij 20 of meer jaren dienst in de onderneming telt.

» Het voordeel van de bepalingen van deze paragraaf wordt niet meer verleend wanneer de persoon de pensioengerechtigde leeftijd bereikt, tenzij de onderneming de gewoonte heeft de categorie van werknemers waartoe hij behoort, in dienst te houden.

» § 7. Als de werkgever de voorschriften van de §§ 5 en 6 niet naleeft, is hij ertoe gehouden de ontslagen persoon, onverminderd het recht op hogere vergoedingen betaald op grond van de overeenkomst of van de gebruiken of op enige andere schadevergoeding wegens materiële of morele schade, een vergoeding te betalen die gelijk is aan het lopende loon overeenstemmende met de duur van de periode die is vastgesteld in § 6. »

Verantwoording.

1. De eerste § van het voorgestelde nieuwe artikel 20 herneemt de tekst van het eerste lid van artikel 20 van het ontwerp en vervangt in fine het woord « onderneming » door « werkgever ». Die laatste term lijkt juister en vermijdt verwarring tussen de privé- en de openbare sector. Iedereen, een particulier of de overheid, die zich inlaat met verrichtingen voor de vernietiging, de neutralisering of de wegwerking van giftige afval moet de leiding van die werkzaamheden toevertrouwen aan een door hem aangeduide verantwoordelijke persoon.

2. § 2 herneemt het derde voorgestelde amendement, waarmee de Regering zich kan akkoord verklaren.

3. § 3 herneemt de tekst van het huidig ontwerp.

4. § 4 beoogt de bescherming van de aangeduide persoon in de onderneming ten einde te voorkomen dat hij willekeurig van zijn functie zou worden ontheven. Die beschikking vervolledigt de bij de §§ 5 en volgende verzekerde bescherming.

5. Les §§ 5, 6 et 7 assurent à la personne désignée une protection similaire à celle qui est assurée aux membres des comités de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail.

Comme il est souligné dans le premier amendement, la personne désignée doit pouvoir agir dans une indépendance complète et sans aucune contrainte.

Estimant que cet amendement est de nature à permettre à la personne désignée de mieux remplir la mission importante et délicate qui lui est confiée par le § 1^{er}, le Gouvernement considère qu'il faut concrétiser son principe dans le texte du projet.

Toutefois, un simple renvoi aux dispositions de l'article 1^{er} *bis* de la loi du 10 juin 1952 sur la santé et la sécurité des travailleurs, comme le fait le premier amendement, n'est pas possible, car il susciterait des difficultés d'application insurmontables. C'est la raison pour laquelle le Gouvernement vous propose un texte complet en lui-même, qui reprend, en les adaptant, les mesures de protection contenues dans l'article 1^{er} *bis* de la loi du 10 juin 1952 précitée.

L'amendement gouvernemental fait l'objet de deux sous-amendements :

1. Le premier sous-amendement vise à supprimer, au § 2 du nouveau texte, les mots « ou par un fonctionnaire qu'il aura désigné à cet effet ».

2. Un deuxième sous-amendement vise à remplacer le § 2 du nouveau texte par la disposition suivante :

« Cette personne doit être agréée par le Ministre qui a le Travail dans ses attributions ou par le fonctionnaire qui a l'hygiène et la médecine du travail dans ses attributions. »

Le deuxième sous-amendement est rejeté par 18 voix contre 9.

Les amendements 1, 2 et 3 sont retirés par leurs auteurs.

Le premier sous-amendement et l'amendement gouvernemental sont adoptés par 18 voix contre 6 et 3 abstentions.

L'article 20 ainsi modifié est adopté par 18 voix contre 6 et 3 abstentions.

Article 23.

Cet article fait l'objet de deux amendements, libellés comme suit :

1. Remplacer le texte de l'article 23 par les dispositions suivantes :

« Les fonctionnaires et agents visés à l'article 21 ont le devoir, lorsqu'ils constatent une infraction :

» 1. de dresser des procès-verbaux qui font foi jusqu'à preuve du contraire. Ces procès-verbaux sont établis sur place et contresignés par l'un des responsables visés à l'article 22, 4^o, a);

5. De §§ 5, 6 en 7 verzekeren aan de aangeduide persoon een soortgelijke bescherming als aan de leden van de comités voor veiligheid, gezondheid en verfraaiing van de werkplaatsen.

Zoals in het eerste amendement wordt onderstreept, moet de aangeduide persoon volledig zelfstandig en zonder enige dwang kunnen handelen.

De Regering is van oordeel dat dit amendement de aangeduid persoon de mogelijkheid moet bieden de hem bij § 1 toevertrouwde belangrijke en delicate taak beter te vervullen en meent dat het principe ervan moet worden vastgelegd in de tekst van het ontwerp.

Een eenvoudige verwijzing naar de bepalingen van artikel 1*bis* van de wet van 10 juni 1952 betreffende de gezondheid en de veiligheid van de werknemers, zoals in het eerste amendement, is niet mogelijk want dit zou leiden tot onoverkomelijke toepassingsmoeilijkheden. Om die reden stelt de Regering U een volledige tekst voor, die in een aangepaste vorm de maatregelen inzake bescherming van artikel 1*bis* van de voornoemde wet van 10 juni 1952 herneemt.

Op het Regeringsamendement worden twee subamendementen ingediend :

1. Het eerste subamendement strekt ertoe in § 2 van de nieuwe tekst de woorden « of door een ambtenaar die hij daartoe zal hebben aangewezen » te schrappen.

2. Een tweede subamendement strekt ertoe § 2 van de nieuwe tekst te vervangen door de volgende bepaling :

« Deze persoon moet zijn erkend door de Minister tot wiens bevoegdheid de Arbeid behoort of door de ambtenaar tot wiens bevoegdheid de arbeidshygiëne en -geneeskunde behoort. »

Het tweede subamendement wordt verworpen met 18 stemmen tegen 9.

De amendementen 1, 2 en 3 worden door hun auteurs uitgetrokken.

Het eerste subamendement en het amendement van de Regering worden aangenomen met 18 stemmen tegen 6 bij 3 onthoudingen.

Het aldus gewijzigd artikel 20 wordt aangenomen met 18 stemmen tegen 6 bij 3 onthoudingen.

Artikel 23.

Bij dit artikel worden twee amendementen ingediend :

1. De tekst van dit artikel te vervangen als volgt :

« De in artikel 21 bedoelde ambtenaren en beambten hebben, bij het vaststellen van een overtreding, de plicht :

» 1. processen-verbaal op te maken, die bewijskracht hebben tot het tegendeel is bewezen. Deze processen-verbaal worden ter plaatse opgesteld en door een der verantwoordelijken vermeld onder artikel 22, 4^o, a), medeondertekend;

» 2. de prendre les mesures nécessaires pour transporter les déchets toxiques au centre de destruction. Ils saisissent ou réquisitionnent à cet effet les moyens de transport appropriés;

» 3. de prendre les mesures nécessaires en vue d'éviter de nouvelles infractions à la loi. Si ceci requiert la mise sous scellés de certaines machines ou la fermeture de certaines divisions de l'entreprise, ils doivent indiquer les mesures à prendre pour que la loi soit respectée et fixer le délai dans lequel celles-ci devront intervenir pour éviter le retrait de l'autorisation.

» Une copie dudit procès-verbal est transmise dans les huit jours à l'administration communale, à la députation permanente de la province et au Fonds de garantie.

» Si le contrevenant ne respecte pas cette obligation, l'autorisation d'exploitation lui est retirée. »

Justification.

L'article 23, tel qu'il est proposé dans le projet, incorpore l'infraction dans le texte même de la loi en permettant, lors de la constatation de l'infraction, de se limiter à donner « un avis ou un avertissement ». La disposition selon laquelle il est permis de continuer à travailler — et donc de transgresser la loi — si l'on se met en règle dans un délai déterminé, est elle-même contraire à l'esprit et au but du projet à l'examen.

En outre, il nous paraît nécessaire de protéger les fonctionnaires et agents délégués. C'est pourquoi il faut qu'ils soient tenus de dresser procès-verbal lors de toute infraction et de prendre eux-mêmes les premières mesures de sécurité.

Si le contrevenant se met en règle dans le délai qui lui est imparti — ce à quoi il a tout intérêt, eu égard à l'article 11, 3° — le fonctionnaire délégué peut autoriser la reprise de l'activité sans qu'il ne faille procéder à une nouvelle enquête *de commodo et incommodo*. S'il ne le fait pas, c'est aux autorités qui ont délivré l'autorisation d'exploitation qu'il appartient de la retirer.

2. Remplacer le texte de cet article par la disposition suivante :

« Les fonctionnaires et agents visés à l'article 21 ont le droit :

» 1° de donner des avertissements;

» 2° en cas d'infraction :

» — soit de fixer au contrevenant un délai destiné à lui permettre de se mettre en règle;

» — soit de mettre sous scellés ou de saisir, même si le détenteur n'est en pas le propriétaire, les déchets toxiques ainsi que les moyens de transport qui ont servi à commettre l'infraction et de dresser des procès-verbaux qui font foi jusqu'à preuve du contraire.

» Une copie du procès-verbal doit, à peine de nullité, être notifiée au contrevenant dans les quatorze jours de la constatation de l'infraction. »

» 2. passende maatregelen te treffen om de giftige afval over te brengen naar het vernietigingscentrum. Zij nemen hiertoe de passende vervoermiddelen in beslag of vorderen deze;

» 3. de passende maatregelen te treffen om verdere wets-overtredingen te verhinderen. Indien hiervoor moet overgegaan worden tot het verzegelen van bepaalde machines of tot het sluiten van bepaalde afdelingen in het bedrijf, dan dienen zij aan te duiden welke maatregelen er moeten getroffen worden opdat de wet zou geëerbiedigd worden, en binnen welke termijn dit moet geschieden om de intrekking van de vergunning te voorkomen.

» Een afschrift van dit proces-verbaal wordt binnen de acht dagen overgemaakt aan het gemeentebestuur, de bestendige deputatie van de provincie en het Waarborgfonds.

» Komt de overtreder deze verplichting niet na, dan wordt hem de exploitatievergunning ontnomen. »

Verantwoording.

Het artikel 23 zoals voorgesteld in het ontwerp, bouwt het overtreden van deze wet in de wettekst zelf in, wanneer men bij het vaststellen van een overtreding zich mag beperken tot het geven van een « verwittiging of een waarschuwing ». Zelfs de bepaling dat men mag voortwerken — dus voort de wet mag overtreden — indien men binnen een bepaalde termijn zich in regel stelt, is in tegenstrijd met de geest en het doel van dit ontwerp.

Daarenboven lijkt het ons noodzakelijk de gemachtigde ambtenaren en beambten te beschermen; daarom moeten zij verplicht worden elke overtreding te verbaliseren en zelf de eerste veiligheidsmaatregelen te treffen.

Indien de overtreder zich binnen de gestelde termijn in orde stelt — en hij heeft er alle belang bij gelet op het artikel 11, 3° — mag de gemachtigde ambtenaar de herneming van de activiteit toelaten, zonder dat er een nieuw onderzoek naar baten en kommer moet plaatshebben. Doet hij dit niet, dan behoort het aan de overheid die de exploitatievergunning heeft afgegeven, deze in te trekken.

2. Dit artikel te vervangen als volgt :

« De in artikel 21 bedoelde ambtenaren en beambten hebben het recht :

» 1° waarschuwingen te geven;

» 2° in geval van overtreding :

» — hetzij ten behoeve van de overtreder een termijn te bepalen om het hem mogelijk te maken zich in orde te stellen;

» — hetzij de giftige afval, alsmede de vervoermiddelen die voor het plegen van de overtreding werden gebruikt, zelfs indien de houder niet de eigenaar is, te verzegelen of in beslag te nemen en processen-verbaal op te maken die bewijskracht hebben tot het tegendeel is bewezen.

» Op straffe van nietigheid moet een afschrift van het proces-verbaal ter kennis van de overtreder worden gebracht binnen veertien dagen na de vaststelling van de overtreding. »

Justification.

L'article tel qu'il est rédigé à présent peut donner l'impression que les mesures qui peuvent être prises par les fonctionnaires et agents compétents, doivent se suivre dans un ordre déterminé.

Plusieurs membres sont convaincus que, lorsque le fonctionnaire visé à l'article 21 constate une infraction à la présente loi, il est toujours tenu de dresser procès-verbal; il en a le droit et le devoir.

A ce propos, un membre craint que le texte de la loi ne donne lieu à une interprétation trop « tolérante ». Il serait préférable que l'énumération des droits ne soit pas faite dans un ordre déterminé. Ceci éviterait tout malentendu.

Le Ministre déclare que l'intention n'est nullement d'imposer un ordre déterminé en ce qui concerne les droits des fonctionnaires et agents. L'important est la gravité des infractions commises et c'est donc en fonction de celles-ci qu'il faut intervenir. Les intéressés connaissent leur droits et la mission qu'ils ont à remplir. S'ils adoptent une attitude trop tolérante, il y aura des réactions. Il est évident que procès-verbal sera dressé et que d'autres mesures appropriées seront prises en cas de danger d'intoxication pour les êtres vivants ou la nature.

Après avoir entendu la déclaration du Ministre, l'auteur du premier amendement retire son texte.

Le deuxième amendement est rejeté par 22 voix contre 5.

L'article 23 est adopté par 22 voix contre 5.

Article 34.

Cet article fait l'objet d'un amendement visant à le supprimer.

Justification.

L'article est rendu superflu par les amendements proposés respectivement aux articles 9 et 1^{er}.

L'auteur retire son amendement, compte tenu de l'amendement du Gouvernement qui supprime également le texte initial de l'article.

Le Gouvernement dépose l'amendement suivant :

« Remplacer le texte de l'article 34 par la disposition suivante :

» Article 34. — Il est inséré dans la loi du 24 février 1921 concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, désinfectantes ou antiseptiques, un article 1^{er}bis, libellé comme suit :

« Article 1^{er}bis. — Le Gouvernement est autorisé à imposer que les emballages des substances visées à l'article 1^{er} portent les mentions relatives aux modalités de leurs destruction, neutralisation et élimination.

Verantwoording.

Zoals het artikel thans gesteld is, kan men de indruk krijgen dat er een bepaalde rangorde wordt opgelegd inzake de maatregelen die door de bevoegde ambtenaren en beambten kunnen getroffen worden.

Verschillende leden zijn ervan overtuigd dat wanneer de in artikel 21 bedoelde ambtenaar een overtreding van deze wet vaststelt, hij altijd proces-verbaal moet opstellen; hij heeft daartoe het recht en de plicht.

Een lid drukt in verband hiermee zijn bezorgdheid uit over de kans dat de tekst van de wet te « mild » zou uitgelegd worden. Het zou beter zijn de opsomming van de rechten niet een bepaalde rangorde te geven. Aldus zou elk misverstand vermeden worden.

De Minister verklaart dat het geenszins in de bedoeling ligt een bepaalde rangorde in de rechten van beampten en ambtenaren op te leggen. Van belang is de belangrijkheid van de overtredingen die worden begaan en het is dan ook in functie daarvan dat moet worden opgetreden. De betrokken personen kennen hun rechten en de opdracht die zij moeten vervullen. Indien hun houding te laks is, zullen reacties losbreken. In geval van vergiftigingsgevaar voor de levende wezens of voor de natuur zal vanzelfsprekend proces-verbaal worden opgesteld en zullen de andere passende maatregelen genomen worden.

Ingevolge de verklaring van de Minister wordt het eerste amendement ingetrokken.

Het tweede amendement wordt verworpen met 22 stemmen tegen 5.

Artikel 23 wordt aangenomen met 22 stemmen tegen 5.

Artikel 34.

Een amendement werd ingediend dat ertoe strekte dit artikel te schrappen.

Verantwoording.

Het artikel is overbodig geworden gezien de amendementen resp. bij de artikelen 9 en 1.

De auteur trekt het amendement in, rekening houdend met het Regeringsamendement dat ook de oorspronkelijke tekst van het artikel schrapt.

De Regering legt volgend amendement ter tafel :

De tekst van artikel 34 vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 34. — In de wet van 24 februari 1921 betreffende het verhandelen van de giftstoffen, slaapmiddelen en verdovende middelen, ontsmettingsstoffen en antiseptica wordt een artikel 1bis ingevoegd, dat luidt als volgt :

« Artikel 1bis. — De Regering is gemachtigd voor te schrijven dat op de verpakkingen van de in artikel 1 genoemde stoffen aanduidingen betreffende de wijze van vernietiging, neutralisering en wegwerking voorkomen.

» Il est autorisé à déterminer les conditions dans lesquelles doit se faire cette destruction, neutralisation et élimination. »

Justification.

1. Le texte actuel de l'article 34 classait le Fonds de garantie parmi les organismes de catégorie C de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

L'amendement proposé à l'article 9 rend inutile cet article 34, puisqu'il confie à une loi ultérieure le soin de fixer les statuts du Fonds.

2. Le nouveau texte proposé a le même objectif que l'amendement proposé par plusieurs membres à l'article 7.

Toutefois le Gouvernement estime que le présent projet de loi ne doit réglementer que les mesures à prendre à l'égard des déchets toxiques provenant d'une des activités énumérées à l'article 1^{er} et non celles qui ont trait aux « déchets, toxiques en puissance, se trouvant dans les ménages, sous formes de médicaments dont la date de validité est dépassée, de produits de nettoyage, etc... ».

Pour ce faire, il lui a paru plus opportun d'insérer une disposition nouvelle dans la loi du 24 février 1921 concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, désinfectantes ou antiseptiques. Cette disposition permettra au Gouvernement de prendre les mesures adéquates en vue de prémunir les consommateurs contre les dangers qu'ils peuvent courir eux-mêmes ou faire courir à d'autres ou à l'environnement, en conservant au delà des limites permises ou en s'en débarrassant dans les ordures ménagères, les produits en cause.

Tel est l'objet du nouvel article 34 du projet.

L'article 34 ainsi amendé est adopté par 21 voix contre 6.

Article 35.

Un amendement proposé par plusieurs membres et visant à supprimer cet article est retiré par ses auteurs en raison des modifications proposées par le Gouvernement à l'article 9.

Le Gouvernement présente l'amendement suivant :

Remplacer le texte de cet article par la disposition suivante :

« Article 35. — Le Roi exerce les pouvoirs à Lui confiés par l'article 1^{er}, sur la proposition conjointe du Ministre qui a le Travail dans ses attributions et du Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions.

» Zij is gemachtigd om de voorwaarden te bepalen waaronder die vernietiging, neutralisering en wegwerking dient te geschieden. »

Verantwoording.

1. De huidige tekst van artikel 34 deelde het Waarborgfonds in bij de organismen van categorie C van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige installingen van openbaar nut.

Het voorgestelde amendement bij artikel 9 maakt dit artikel 34 overbodig aangezien het de vaststelling van de statuten van het Fonds aan een latere wet toevertrouwt.

2. De voorgestelde nieuwe tekst heeft hetzelfde doel als het door meerdere leden voorgestelde amendement bij artikel 7.

De Regering is echter van mening dat dit wetsontwerp enkel de maatregelen moet vaststellen welke moeten worden getroffen t.a.v. giftige afval voortgebracht door een van de in artikel 1 opgesomde verrichtingen en niet die welke betrekking hebben op de « potentieel giftige afval die aanwezig is in de particuliere huishoudens onder de vorm van vervallen geneesmiddelen, reinigingsprodukten en dergelijke. »

Het leek haar dan ook meer gepast een nieuwe bepaling in te lassen in de wet van 24 februari 1921 betreffende het verhandelen van giftstoffen, slaapmiddelen en verdovende middelen, ontsmettingsstoffen en antiseptica. Die beschikking zal de Regering de mogelijkheid bieden gepaste maatregelen te treffen met het oog op het beveiligen van de verbruikers tegen het gevaar dat zij zelf lopen of dat zij kunnen betekenen voor anderen of voor het leefmilieu, wanneer zij de betrokken produkten na de toegestane datum behouden of verwijderen met het huisvuil.

Dit is het doel van het nieuwe artikel 34 van het ontwerp.

Het aldus geamendeerd artikel 34 wordt aangenomen met 21 stemmen tegen 6.

Artikel 35.

Een amendement van meerdere leden, dat ertoe strekte dit artikel te schrappen, wordt ingetrokken op grond van de wijzigingen die door de Regering aan artikel 9 werden voorgesteld.

De Regering dient volgend amendement in :

De tekst van dit artikel vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 35. — De Koning oefent de Hem krachtens het artikel 1 toegekende machten uit op gezamenlijke voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid de Arbeid behoort en de Minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort.

» Le Roi exerce les pouvoirs à Lui confiés par les articles 5, 6, 8, 12 et 13 sur la proposition du Ministre qui a le Travail dans ses attributions.

» Lorsque des mesures à prendre en exécution d'autres articles concernant les domaines réglementés ou susceptibles d'être réglementés à l'initiative d'autres Ministres, ces mesures sont prises sur la proposition conjointe du Ministre qui a le Travail dans ses attributions et du ou des Ministres intéressés. »

Justification.

Les déchets toxiques à réglementer pouvant présenter un danger d'intoxication non seulement pour les travailleurs mais également pour la population en général, l'amendement précise que l'arrêté royal dressant la liste des déchets toxiques sera pris sur proposition conjointe des Ministres qui ont dans leur compétence respectivement le Travail et la Santé publique.

Tel est l'objet du nouvel alinéa 1^{er} de l'article 35.

Les autres mesures générales d'exécution de la loi seront prises sur la seule proposition du Ministre qui a le travail dans ses attributions. Tel est le but de l'alinéa 2 de l'article 35.

Enfin, l'alinéa 3 concerne les mesures particulières qui sont requises pour l'exécution de la loi et qui ont trait aux compétences d'autres Ministres : par exemple en matière de transports (Communications), de douane (Finances), de paiement des réquisitions prévues aux articles 17 et 18 (Intérieur, Défense nationale), etc. Les Ministres intéressés seront alors appelés conjointement avec le Ministre qui a le Travail dans ses attributions, à proposer au Roi les mesures d'exécution indispensables.

Dans un souci de légistique, ces dispositions relatives à l'exécution de la loi ont été maintenues à la fin du texte du projet.

Un membre déclare regretter que l'amendement ait pour effet d'associer également le Ministre de la Santé publique à l'établissement de l'arrêté royal portant application de l'article premier. C'est le Ministre du Travail qui est compétent au premier chef. Le principe de la double signature est néfaste pour un déroulement rapide de la procédure. On peut d'ailleurs se demander pourquoi l'accord du Secrétaire d'Etat à l'Environnement ne serait pas requis également. Il serait préférable de maintenir le texte initial de l'article.

Un membre fait d'ailleurs observer que les arrêtés à prendre en exécution de l'article premier concernant l'établissement de la liste des déchets toxiques qui présentent un danger pour les êtres vivants et la nature. Si l'amendement du Gouvernement est adopté, ladite liste ne sera plus dressée en accord avec le Ministre qui a la conservation de la nature

» De Koning oefent de Hem krachtens de artikelen 5, 6, 8, 12 en 13 toegekende machten uit op voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid de Arbeid behoort.

» Wanneer de maatregelen te nemen in uitvoering van de andere artikelen, gebieden betreffen die gereguleerd zijn of kunnen zijn op initiatief van andere ministers, worden die maatregelen getroffen op gezamenlijke voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid de Arbeid behoort en van de betrokken Minister(s). »

Verantwoording.

Aangezien de te reglementeren giftige afval een vergiftigingsgevaar kunnen betekenen voor de werknemers, maar ook voor de bevolking in het algemeen, preciseert het amendement dat het koninklijk besluit met de lijst van de giftige afvalprodukten zal worden genomen op gezamenlijk voorstel van de Ministers tot wiens bevoegdheid respectievelijk de Arbeid en de Volksgezondheid behoren.

Dit is het doel van het nieuwe lid 1 van artikel 35.

De overige algemene maatregelen inzake uitvoering van de wet zullen worden getroffen op voorstel van de Minister tot wiens bevoegdheid de Arbeid behoort. Dit is het doel van het lid 2 van artikel 35.

Lid 3 tenslotte heeft betrekking op de bijzondere maatregelen vereist voor de uitvoering van de wet en die verband houden met de bevoegdheid van andere Ministers : bijvoorbeeld maatregelen inzake vervoer (Verkeerswezen), douane (Financiën), betaling van de bij de artikelen 17 en 18 vastgestelde vorderingen (Binnenlandse Zaken, Landsverdediging), enz. De betrokken Ministers zullen dan worden verzocht samen met de Minister tot wiens bevoegdheid de Arbeid behoort, de noodzakelijke uitvoeringsmaatregelen aan de Koning voor te stellen.

Ten einde de legistieke formules in acht te nemen, zijn de bepalingen betreffende de uitvoering van de wet aan het einde van de tekst van het ontwerp behouden.

Een lid drukt zijn spijt uit over het feit dat ingevolge het amendement ook de Minister van Volksgezondheid wordt betrokken bij het opstellen van het koninklijk besluit ter uitvoering van artikel 1. Het Ministerie van Arbeid is in de eerste plaats bevoegd. Het principe van de dubbele handtekening is nefast voor een snelle afwikkeling van de procedure. De vraag kan trouwens gesteld worden waarom men dan ook niet het akkoord vraagt van de Staatssecretaris voor het Leefmilieu. Het zou beter zijn de oorspronkelijke tekst van het artikel te handhaven.

Een lid merkt trouwens op dat de uitvoeringsbesluiten in artikel 1 betrekking hebben op de vaststelling van de lijst van de afvalstoffen die voor levende wezens en natuur een gevaar inhouden. Het amendement van de Regering heeft als nadeel dat daardoor bedoelde lijst niet meer in akkoord met de Minister die het Natuurbehoud onder zijn bevoegdheid

dans ses attributions. Or, cet accord est prévu par le texte du projet.

Le Ministre déclare que la liste sera établie en accord avec les Ministres intéressés, accord qui est d'ailleurs prévu par le dernier alinéa de l'article 35.

La Commission se rallie à ce point de vue et le Gouvernement retire son amendement.

L'article 35 est adopté.

**

L'ensemble du projet de loi amendé ainsi que le présent rapport ont été admis à l'unanimité.

Le Rapporteur,
J. DE SERANNO.

Les Présidents,
A. DE RORE.
A. SAINT-REMY.

heeft, wordt opgesteld. Zulks is wel het geval in de tekst van het ontwerp.

De Minister verklaart dat de lijst zal opgesteld worden in overleg met de betrokken ministers, overleg dat trouwens voorzien is in het laatste lid van artikel 35.

De Commissie treedt die zienswijze bij en het amendement van de Regering wordt ingetrokken.

Artikel 35 wordt aangenomen.

**

Het geheel van het geamendeerd ontwerp van wet en het verslag worden met eenparigheid van stemmen goedgekeurd.

De Verslaggever,
J. DE SERANNO.

De Voorzitters,
A. DE RORE.
A. SAINT-REMY.

TEXTE PROPOSE
PAR LA COMMISSION

CHAPITRE I^{er}.

Dispositions générales.

ARTICLE 1^{er}.

Pour l'application de la présente loi, il y a lieu d'entendre par « déchets toxiques », des produits et sous-produits non utilisés ou non utilisables, des résidus et déchets résultant d'une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou scientifique qui peuvent présenter un danger d'intoxication pour les êtres vivants ou la nature.

Le Roi détermine la liste des déchets toxiques notamment par référence aux substances toxiques qu'ils contiennent, à la quantité et à la concentration de ces substances et même à l'activité dont ils sont la résultante.

ART. 2.

Est interdit l'abandon de déchets toxiques.

ART. 3.

Sont interdits, sauf autorisation ou déclaration, l'offre en vente et la vente, l'acquisition et la cession à titre onéreux ou à titre gratuit, la détention, le dépôt, la transformation, la destruction, la neutralisation et l'élimination des déchets toxiques ainsi que toutes autres activités apparentées.

ART. 4.

Le Roi règle le transport, l'importation, l'exportation et le transit des déchets toxiques.

Il peut soumettre ces opérations à autorisation.

ART. 5.

Le Roi détermine les conditions techniques et financières dans lesquelles sont créés les centres de destruction ou de neutralisation des déchets toxiques ou les conditions dans lesquelles cette destruction ou neutralisation peut ou doit se faire chez le producteur.

ART. 6.

Le Roi désigne les autorités habilitées à délivrer les autorisations visées aux articles 3 et 4. Il détermine les modalités de procédure à respecter pour la demande et pour la délivrance de ces autorisations ainsi que les conditions générales d'octroi de celles-ci.

TEKST VOORGESTELD
DOOR DE COMMISSIE.

HOOFDSTUK I.

Algemene bepalingen.

ARTIKEL 1.

Voor de toepassing van deze wet wordt onder giftige afval verstaan niet gebruikte of onbruikbare produkten en bijprodukten, overschotten en afval die voortkomen van een nijverheids-, handels-, ambachtelijke, landbouw- of wetenschappelijke activiteit en die een vergiftigingsgevaar kunnen inhouden voor de levende wezens of de natuur.

De Koning stelt de lijst vast van de giftige afvalstoffen, bepaaldelijk onder verwijzing naar de giftige bestanddelen die zij bevatten, naar de hoeveelheid en de concentratie van deze stoffen en desgevallend ook naar de activiteit waaruit zij ontstaan.

ART. 2.

Het achterlaten van giftige afval is verboden.

ART. 3.

De verkoop en het te koop stellen, de verwerving en de afstand, onder bezwarende of kosteloze titel, het voorhanden houden, het opslaan, de transformatie, de vernietiging, de neutralisering en de wegwerking van giftige afval evenals alle andere daarmee gepaard gaande activiteiten zijn, behoudens vergunning of aangifte, verboden.

ART. 4.

De Koning regelt het vervoer, de invoer, de uitvoer en de doorvoer van de giftige afval.

Hij kan die verrichtingen aan vergunning onderwerpen.

ART. 5.

De Koning bepaalt de technische en financiële voorwaarden waaronder de centra voor vernietiging of neutralisering van giftige afval worden opgericht of waaronder deze vernietiging of neutralisering bij de voortbrenger mag of moet gebeuren.

ART. 6.

De Koning wijst de overheden aan die bevoegd zijn om de in artikelen 3 en 4 bedoelde vergunningen af te leveren. Hij bepaalt de procedureregels welke bij het aanvragen en het verlenen van die vergunningen moeten worden nageleefd en de algemene voorwaarden waaronder de vergunningen worden toegekend.

L'autorité habilitée à délivrer l'autorisation peut imposer des conditions spéciales. Elle peut toujours retirer ou suspendre l'autorisation accordée, modifier les conditions imposées ou en ajouter de nouvelles.

Le Roi détermine les cas dans lesquels l'autorisation visée à l'article 3 est remplacée par une déclaration. Il désigne les autorités habilitées à recevoir cette déclaration et fixe les modalités suivant lesquelles elle doit être faite.

Le Roi peut établir des redevances à percevoir au profit de l'Etat ou d'organismes de contrôle, qu'il agré, pour couvrir en tout ou en partie les frais d'administration ou de contrôle résultant de l'application des articles 3 à 6 ou des dispositions prises en vertu de ces articles.

ART. 7.

Lorsqu'une activité industrielle, commerciale, agricole, artisanale ou scientifique a pour conséquence de produire des déchets toxiques, la personne qui exerce cette activité est tenue d'assurer à ses frais, la destruction, la neutralisation ou l'élimination de ces déchets toxiques.

Cette personne reste responsable des frais de destruction, neutralisation ou élimination de ces déchets toxiques indépendamment de la responsabilité de ceux qu'elle a chargés de ces opérations.

En outre, cette personne est responsable de tous dommages quels qu'ils soient qui pourraient être causés par les déchets toxiques notamment pendant toute la durée de leur transport, lors de leur destruction, neutralisation ou élimination, même si elle n'effectue pas elle-même ces opérations.

ART. 8.

Lorsque la destruction ou la neutralisation des déchets toxiques s'opère en Belgique, elle doit se faire soit chez le producteur, soit dans un centre agréé par le Roi.

ART. 9.

L'Etat est autorisé à participer à la création d'une société de droit public ayant la personnalité civile, dénommée « Fonds de garantie pour la destruction des déchets toxiques » dont les statuts seront fixés par la loi.

ART. 10.

L'objet commercial et industriel du Fonds de garantie est de favoriser la création, la réorganisation ou l'extension d'entreprises de destruction ou de neutralisation des déchets toxiques dont le siège social et l'établissement d'exploitation sont en Belgique, ou d'en assurer la gestion.

De overheid die bevoegd is de vergunning af te leveren kan bijzondere voorwaarden opleggen. Zij kan steeds de verleende vergunning intrekken of schorsen, de opgelegde voorwaarden wijzigen of er nieuwe aan toevoegen.

De Koning bepaalt de gevallen waarin de in artikel 3 bedoelde vergunning vervangen wordt door een aangifte. Hij wijst de overheden aan die bevoegd zijn om die aangifte te ontvangen en stelt de wijze vast waarop zij gedaan moet worden.

De Koning mag retributies ten bate van het Rijk of van de door Hem erkende controleinstellingen vaststellen ter gehele of gedeeltelijke dekking van de administratie- of controlekosten die voortkomen uit de toepassing van de artikelen 3 tot 6 of van de krachtens die artikelen getroffen voorzieningen.

ART. 7.

Wanneer een nijverheids-, handels-, landbouw-, ambachtelijke of wetenschappelijke activiteit tot gevolg heeft dat giftige afval wordt voortgebracht, is de persoon die deze activiteit uitoefent ertoe gehouden op zijn kosten de vernietiging, de neutralisering of de wegwerking ervan te verzekeren.

Die persoon blijft aansprakelijk voor de kosten van vernietiging, neutralisering of wegwerking van die giftige afval, ongeacht de aansprakelijkheid van degenen die hij met die verrichtingen heeft belast.

Daarenboven is deze persoon aansprakelijk voor alle schade, van welke aard ook, die zou kunnen veroorzakt worden door de giftige afval, inzonderheid tijdens de hele duur van het vervoer, bij de vernietiging, neutralisering of wegwerking ervan, zelfs indien deze persoon niet zelf tot bedoelde verrichtingen overgaat.

ART. 8.

Wanneer de vernietiging of de neutralisering van de giftige afval in België geschiedt, moet zij plaats hebben hetzij bij de voortbrenger, hetzij in een door de Koning erkend centrum.

ART. 9.

De Staat is gemachtigd deel te nemen aan de oprichting van een publiekrechtelijke maatschappij met rechtspersoonlijkheid, genaamd « Waarborgfonds voor de vernietiging van de giftige afval » waarvan de statuten door de wet zullen worden vastgelegd.

ART. 10.

Het commercieel en industrieel doel van het Waarborgfonds is de oprichting, de reorganisatie of de uitbreiding te bevorderen of het beheer op zich te nemen van ondernemingen voor de vernietiging of de neutralisering van de giftige afval, waarvan de maatschappelijke zetel en de exploitatievestiging in België gelegen zijn.

En vue de la réalisation de cet objet, le Fonds de garantie peut :

1° faire partie d'associations ou de groupes d'études ou de recherches, constitués en vue de la création ou de la réorganisation de pareilles entreprises;

2° apporter une partie du capital lors de la constitution d'une société ou prendre part à une augmentation de capital;

3° acquérir, d'une autre manière, une participation dans le capital;

4° souscrire des obligations convertibles en actions;

5° accomplir les opérations se rapportant aux interventions précitées ou répondant à la protection de ses intérêts patrimoniaux;

6° créer, avec des moyens propres, des entreprises de destruction ou de neutralisation des déchets toxiques;

7° moyennant l'autorisation du Roi et conformément aux lois régissant les expropriations pour compte de l'Etat, poursuivre l'expropriation pour cause d'utilité publique des immeubles indispensables à la réalisation des objectifs poursuivis par la présente loi.

Ces expropriations peuvent avoir lieu à l'intervention des Comités d'acquisition d'immeubles pour compte de l'Etat, dont les fonctionnaires auront qualité pour passer les actes, exercer les poursuites et diriger les procédures d'expropriation au nom du Fonds de garantie.

Les présidents de ces Comités sont compétents pour représenter le Fonds en justice dans ces procédures.

Le Roi est autorisé à accorder la garantie de l'Etat envers les tiers, aux conditions qu'il détermine, à l'intérêt et à l'amortissement des obligations à émettre par le Fonds de garantie. Dans le cas où le produit des opérations ne permettrait pas le remboursement des obligations, ainsi que le paiement intégral desdits intérêts, l'Etat fournit au Fonds les sommes nécessaires pour parfaire la différence.

ART. 11.

Outre son objet commercial et industriel, le Fonds de garantie a également pour mission d'assurer, en cas de faillite ou de déconfiture des personnes responsables visées aux articles 7, 16 et 18, l'exécution des obligations qui, en vertu des mêmes articles, incombent à ces personnes. Le Conseil d'administration du Fonds peut faire exécuter ces obligations dans tous les cas où ces personnes n'exécutent pas ou n'exécutent qu'en partie les obligations qui leur incombent en vertu desdits articles.

ART. 12.

Pour remplir les missions prévues aux articles 10 et 11, le Fonds de garantie dispose des cotisations, des majorations

Om dat doel te bereiken kan het Waarborgfonds :

1° deel uitmaken van verenigingen of groepen voor onderzoek of studie, die gevormd zijn met het oog op de oprichting of de reorganisatie van dergelijke ondernemingen;

2° een gedeelte van het kapitaal inbrengen bij de oprichting van een vennootschap of deelnemen aan een kapitaalsverhoging;

3° een participatie in het kapitaal op een andere wijze verkrijgen;

4° inschrijven op in aandelen converteerbare obligaties;

5° de verrichtingen uitvoeren welke op de voormelde opdrachten betrekking hebben of welke aan de bescherming van haar patrimoniale belangen beantwoorden;

6° met eigen middelen ondernemingen voor vernietiging of neutralisering van de giftige afval oprichten;

7° met vergunning van de Koning en overeenkomstig de wetten op de onteigeningen voor rekening van de Staat, de onteigening ten algemene nutte te vorderen van de onroerende goederen die onontbeerlijk zijn voor de verwezenlijking van de bij deze wet bepaalde doeleinden.

Deze onteigeningen kunnen geschieden door toedoen van de Comités voor aankoop van onroerende goederen voor rekening van de Staat, waarvan de ambtenaren bevoegd zullen zijn om in naam van het Waarborgfonds akten te verlijden, alsook rechtsvervolgingen en onteigeningsprocedures in te stellen.

De voorzitters van die Comités zullen bevoegd zijn om het Fonds in rechte te vertegenwoordigen voor deze procedures.

De Koning kan ten opzichte van derden en onder de door Hem gestelde voorwaarden, de waarborg van de Staat verlenen aan de rente en de aflossing van de door het Waarborgfonds uit te geven obligaties. Ingeval de opbrengst der verrichtingen de terugbetaling van de obligaties alsmede de volledige betaling van de genoemde renten niet mogelijk maakt, verschafft de Staat aan het Waarborgfonds de nodige sommen ter aanvulling van het verschil.

ART. 11.

Benevens zijn commercieel en industrieel doel heeft het Waarborgfonds eveneens tot taak te voorzien, in geval van falen of onvermogen van de in de artikelen 7, 16 en 18 bedoelde aansprakelijke personen, in de tenuitvoerlegging van de op die personen krachtens diezelfde artikelen rustende verplichtingen. De Raad van beheer van het Fonds kan die verplichtingen doen uitvoeren in al de gevallen waarin die personen de krachtens de genoemde artikelen op hen rustende verplichtingen niet of slechts gedeeltelijk naleven.

ART. 12.

Om de in de artikelen 10 en 11 bepaalde taken uit te voeren beschikt het Waarborgfonds over de bijdragen, de

des cotisations et des intérêts de retard imposés par le Roi aux personnes auxquelles s'appliquent les dispositions des articles 3, 4 et 7, ainsi que du produit des remboursements effectués en application de l'article 15.

ART. 13.

Après avis du conseil d'administration du Fonds de garantie, le Roi désigne les personnes qui sont assujetties au Fonds, et fixe le montant de la cotisation ou les bases de son calcul ainsi que les modalités et les délais de paiement.

Les personnes qui n'effectuent pas, dans les délais prescrits par le Roi, le versement des cotisations sont redevables envers le Fonds d'une majoration et d'un intérêt de retard dont le montant et les modalités de perception sont également fixés par le Roi.

ART. 14.

Le recouvrement des sommes dues par ces personnes au Fonds de garantie peut être confié à l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines qui poursuivra au profit du Fonds la perception desdites sommes conformément aux dispositions de l'article 3 de la loi domaniale du 22 décembre 1949.

ART. 15.

Lorsque le Fonds de garantie a assuré conformément aux dispositions de l'article 11 l'exécution d'obligations mises à charge des personnes responsables visées aux articles 7, 16 et 18, il peut recouvrer à charge de ces personnes les frais qu'il a supportés en leur lieu et place.

ART. 16.

Le gouverneur de la province où se trouvent des déchets toxiques abandonnés peut les faire conditionner, les saisir ou faire procéder à leur destruction, à leur neutralisation ou à leur élimination.

Il peut prendre les mêmes mesures à l'égard des déchets toxiques qui ont fait l'objet d'une des opérations visées aux articles 2 et 3, sans autorisation ou sans respecter les conditions fixées par l'autorisation accordée ou qui sont transportés, importés, exportés ou en transit sans respecter la réglementation ou l'autorisation prise en vertu de l'article 4.

Les frais de destruction, de neutralisation ou d'élimination, en ce compris les frais éventuels d'identification, de conditionnement et de transport, sont à charge de la personne responsable. Cette personne est tenue de liquider les frais sur présentation d'un état taxé et déclaré recouvrable par le juge des saisies.

bijdrageopslagen en de achterstallige renten, die door de Koning opgelegd worden aan de personen op wie de bepalingen van de artikelen 3, 4 en 7 van toepassing zijn alsmede over de opbrengst van de terugbetalingen uitgevoerd krachtens artikel 15.

ART. 13.

Na advies van de raad van beheer van het Waarborgfonds wijst de Koning de personen aan die aan het Fonds bijdrageplichtig zijn; Hij stelt het bedrag van de bijdrage of de berekeningsgrondslagen voor dat bedrag vast en bepaalt de betalingsregelen en -termijnen.

De personen die de door hen verschuldigde bijdragen niet binnen de door de Koning gestelde termijn hebben gestort, zijn aan het Fonds een opslag en achterstallige renten verschuldigd, waarvan het bedrag en de regelen van inning eveneens door de Koning worden bepaald.

ART. 14.

De invordering van de sommen welke die personen aan het Waarborgfonds zijn verschuldigd, mag aan de Administratie van de B.T.W., registratie en domeinen worden toevertrouwd die de invordering van gezegde sommen ten voordele van het Fonds zal vervolgen overeenkomstig de bepalingen van artikel 3 van de domaniale wet van 22 december 1949.

ART. 15.

Wanneer het Waarborgfonds overeenkomstig de bepalingen van artikel 11 verplichtingen van de ingevolge de artikelen 7, 16 en 18 aansprakelijke personen heeft uitgevoerd, kan het Fonds de kosten welke het in hun plaats heeft gedragen, op die personen verhalen.

ART. 16.

De gouverneur van de provincie waar achtergelaten giftige afval wordt aangetroffen, mag deze doen verpakken, in beslag nemen of doen overgaan tot vernietiging, neutralisering of wegwerking ervan.

Hij kan dezelfde maatregelen nemen ten opzichte van de giftige afval die het voorwerp heeft uitgemaakt van één der in de artikelen 2 en 3 bedoelde verrichtingen, zonder vergunning of zonder inachtneming der voorwaarden opgelegd in de vergunning of die vervoerd, ingevoerd, uitgevoerd of doorgevoerd worden zonder inachtneming van de regeling of van de vergunning getroffen ter uitvoering van artikel 4.

De kosten van vernietiging, neutralisering of wegwerking met inbegrip van de eventuele identificatie-, verpakings-, en vervoerkosten, zijn ten laste van de aansprakelijke persoon. Deze persoon is ertoe gehouden de kosten te vergoeden op vertoon van een staat begroot en invorderbaar verklaard door de beslagrechter.

ART. 17.

Dans les cas visés à l'article 16, le gouverneur de la province peut réquisitionner ou faire réquisitionner les installations indispensables pour assurer l'élimination des déchets toxiques.

Lorsque les installations sont situées dans une autre province, le gouverneur de la province où se trouvent les déchets toxiques adresse à son collègue de la première province une demande l'invitant à réquisitionner ces installations.

ART. 18.

Le gouverneur de la province et le bourgmestre de la commune où se trouvent les déchets toxiques qui risquent de constituer une menace grave peuvent en ordonner le transfert à un endroit désigné par eux ou par le Ministre qui a le Travail dans ses attributions.

A cette fin, le gouverneur et le bourgmestre peuvent requérir les véhicules nécessaires ainsi que les conducteurs de ces véhicules.

Les mêmes autorités peuvent faire appel aux forces armées, à la gendarmerie et aux services de la protection civile pour assurer l'enlèvement et le transport des déchets toxiques ainsi que la sécurité de ces opérations; dans ce cas, ils en adressent la demande au Ministre de la Défense nationale et au Ministre de l'Intérieur qui prennent immédiatement les mesures qui s'imposent.

Les chefs des unités qui prêtent leur assistance sont tenus de se conformer aux ordres du gouverneur et du bourgmestre.

Les frais de transfert sont à charge de ceux qui sont en possession des déchets toxiques.

ART. 19.

Le Roi fixe les modalités de paiement des réquisitions prévues aux articles 17 et 18.

ART. 20.

§ 1^{er}. Les travaux de destruction, de neutralisation ou d'élimination des déchets toxiques sont placés sous l'autorité d'une personne responsable désignée par l'employeur.

§ 2. Cette personne doit être agréée par le Ministre qui a le Travail dans ses attributions.

§ 3. Elle aura pour mission de veiller à l'observation des règlements et des conditions d'autorisation pris en vertu de la présente loi. Elle ordonnera et surveillera l'exécution de toutes les mesures qui sont reconnues nécessaires pour assurer la sécurité des travailleurs, la sûreté des travaux et de l'environnement.

ART. 17.

De gouverneur van de provincie kan in de bij artikel 16 bedoelde gevallen overgaan tot opeising van de installaties die nodig zijn om de wegwerking van de giftige afval te verzekeren.

Wanneer deze installaties in een andere provincie gelegen zijn, richt de gouverneur van de provincie waar de giftige afval wordt aangetroffen zich tot zijn ambtgenoot van de provincie waar die installaties gelegen zijn, met het verzoek deze laatste op te eisen.

ART. 18.

De gouverneur van de provincie en de burgemeester van de gemeente waar de giftige afval wordt aangetroffen die een ernstige bedreiging vormt, kunnen de overbrenging ervan bevelen naar een door hen of door de Minister tot wiens bevoegdheid de Arbeid behoort aangewezen plaats.

Daartoe kunnen zij de nodige voertuigen evenals de bestuurders ervan opeisen.

Dezelfde overheden kunnen een beroep doen op het leger, op de rijkswacht en op de diensten van de civiele bescherming om de verwijdering en het vervoer van de giftige afval, evenals de veiligheid van die verrichtingen te verzekeren; in dit geval richten zij de vraag daartoe aan de Minister van Landsverdediging en aan de Minister van Binnenlandse Zaken, die onverwijld de nodige maatregelen nemen.

De hoofden van de hulpbiedende eenheden zijn ertoe gehouden zich naar de bevelen van de gouverneur en van de burgemeester te schikken.

De overbrengingskosten zijn ten laste van degenen die in het bezit zijn van de giftige afval.

ART. 19.

De Koning stelt de wijze van betaling van de in de artikelen 17 en 18 omschreven opeisingen vast.

ART. 20.

1. De verrichtingen voor de vernietiging, de neutralisering of de wegwerking van de giftige afval zijn onder het gezag geplaatst van een door de werkgever aangestelde verantwoordelijke persoon.

§ 2. Deze persoon moet zijn erkend door de Minister tot wiens bevoegdheid de Arbeid behoort.

§ 3. Hij heeft als opdracht te maken over de naleving van de reglementen en de voorwaarden van de machtiging, opgelegd krachtens deze wet. Hij geeft opdracht tot en oefent toezicht uit over het uitvoeren van al de maatregelen die nodig worden geacht om de veiligheid van de werknemers, van de werkzaamheden en van het milieu te verzekeren.

§ 4. Cette personne ne peut être déchargée de la mission qui lui incombe en vertu du présent article tant que l'agrément qui lui a été accordée en vertu du § 2 ne lui a pas été retirée.

§ 5. Cette personne ne peut être licenciée que pour motif grave ou pour des raisons d'ordre économique ou technique préalablement reconnues par la Commission paritaire compétente.

La Commission paritaire est tenue de se prononcer au sujet de l'existence ou de l'absence des raisons d'ordre économique ou technique dans les deux mois à compter de la demande qui lui a été faite par l'employeur.

Pour l'application du présent paragraphe est considéré comme licenciement :

1° toute rupture du contrat par l'employeur, qu'elle ait lieu avec ou sans indemnité de congé, sans préavis ou avec préavis signifié pendant la période fixée au § 6;

2° toute rupture du contrat par le travailleur en raison de faits qui, dans le chef de ce travailleur, constituent un motif de rompre le contrat sans préavis ou avant l'expiration du terme.

§ 6. Cette personne bénéficie des dispositions du § 5 à partir du jour de l'agrément visée au § 2 jusqu'à l'expiration d'une période suivant le retrait de son agrément et dont la durée est fixée à :

— 2 ans lorsqu'elle compte moins de 10 années de services;

— 3 ans lorsqu'elle compte de 10 à moins de 20 années de services;

— 4 ans lorsqu'elle compte 20 années de services ou plus dans l'entreprise.

Le bénéfice des dispositions du présent paragraphe n'est plus accordé lorsque la personne atteint l'âge de la retraite, sauf s'il est de pratique constante dans l'entreprise de maintenir en service la catégorie de travailleurs à laquelle elle appartient.

§ 7. Lorsque l'employeur ne respecte pas les dispositions des §§ 5 et 6, il est tenu de payer à la personne licenciée, sans préjudice du droit à des indemnités plus élevées payées en vertu du contrat ou des usages, ou à tous autres dommages et intérêts pour préjudice matériel ou moral, une indemnité égale à la rémunération en cours correspondant à la durée de la période fixée au § 6.

ART. 21.

Sans préjudice des devoirs incombant aux officiers de police judiciaire, les fonctionnaires et agents désignés par le Roi surveillent l'exécution de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution.

§ 4. Deze persoon kan niet worden ontheven van de opdracht die ingevolge dit artikel op hem rust, zolang de erkenning die hem krachtens § 2 is verleend, hem niet is ontnomen.

§ 5. Deze persoon kan alleen om een dringende reden of om economische dan wel technische redenen, die vooraf zijn erkend door het bevoegde paritair comité, worden ontslagen.

Het paritair comité moet zich uitspreken over het al dan niet bestaan van economische of technische redenen binnen twee maanden vanaf de datum van de aanvraag die het van de werkgever kreeg.

Voor de toepassing van deze § wordt als ontslag beschouwd :

1° elke beëindiging van de overeenkomst door de werkgever, ongeacht of zij geschiedt met of zonder opzeggingsvergoeding, met of zonder een opzegging die ter kennis wordt gebracht in de periode vastgesteld in § 6;

2° elke beëindiging van de overeenkomst door de werknemer wegens feiten die voor deze een reden vormen die de beëindiging zonder opzegging of vóór het verstrijken van de termijn rechtvaardigt.

§ 6. Deze persoon geniet de voordelen van de bepalingen van § 5 vanaf de dag der in § 2 bedoelde erkenning tot bij het verstrijken van een periode die volgt op de intrekking van zijn erkenning en waarvan de duur is vastgesteld op :

— 2 jaar, zo hij minder dan 10 jaar dienst telt;

— 3 jaar, zo hij 10 doch minder dan 20 jaar dienst telt;

— 4 jaar, zo hij 20 of meer jaren dienst in de onderneming telt.

Het voordeel van de bepalingen van deze paragraaf wordt niet meer verleend wanneer de persoon de pensioengerechtigde leeftijd bereikt, tenzij de onderneming de gewoonte heeft de categorie van werknemers waartoe hij behoort, in dienst te houden.

§ 7. Als de werkgever de voorschriften van de §§ 5 en 6 niet naleeft, is hij ertoe gehouden de ontslagen persoon, onverminderd het recht op hogere vergoedingen betaald op grond van de overeenkomst of van de gebruiken of op enige andere schadevergoeding wegens materiële of morele schade, een vergoeding te betalen die gelijk is aan het lopende loon overeenstemmende met de duur van de periode die is vastgesteld in § 6.

ART. 21.

Onverminderd de aan de officieren van gerechtelijke politie opgedragen plichten, houden de ambtenaren en beambten, die de Koning aanwijst, toezicht op de uitvoering van deze wet en van haar uitvoeringsbesluiten.

ART. 22.

Les fonctionnaires et agents visés à l'article 21 peuvent dans l'exercice de leur mission :

1° pénétrer librement, à toute heure du jour et de la nuit, sans avertissement préalable, dans tous les établissements, parties d'établissements, locaux ou autres lieux où se trouvent des déchets toxiques; toutefois, ils ne peuvent pénétrer dans les locaux habités, qu'avec l'autorisation préalable du juge au tribunal de police;

2° pénétrer librement, entre 5 et 21 heures, sans avertissement préalable dans tous les locaux où la présence de déchets toxiques peut raisonnablement être présumée; toutefois, dans les locaux habités ils ne peuvent pénétrer qu'avec l'autorisation préalable du juge au tribunal de police;

3° pénétrer entre 21 et 5 heures avec l'autorisation préalable du juge au tribunal de police, dans les locaux visés au 2° pour autant qu'il existe des raisons de croire qu'il s'y commet des infractions à la présente loi ou à ses arrêtés d'exécution;

4° procéder à tous examens, contrôles et enquêtes et recueillir toutes informations qu'ils estiment nécessaires pour s'assurer que les dispositions légales et réglementaires sont effectivement observées, et notamment :

a) interroger, soit seuls, soit ensemble, les détenteurs, dépositaires, fabricants, utilisateurs, chefs d'entreprise, employeurs, leurs préposés ou mandataires sur tous faits dont la connaissance est utile à l'exercice de la surveillance;

b) se faire produire sans déplacement ou rechercher tous documents, pièces ou titres utiles à l'accomplissement de leur mission, prendre connaissance de ces documents ou en faire prendre copie photographique ou autre, les saisir contre récépissé;

c) faire l'inventaire des déchets toxiques, prélever gratuitement les échantillons nécessaires pour la détermination de la composition de tous déchets, exiger, le cas échéant, des détenteurs desdites choses, les emballages nécessaires pour le transport et la conservation des échantillons. Le Roi peut déterminer le mode et les conditions de la prise d'échantillons ainsi que l'organisation et le fonctionnement des laboratoires agréés pour leur analyse.

ART. 23.

Les fonctionnaires et agents visés à l'article 21 ont le droit :

1° de donner des avertissements;

2° de fixer au contrevenant un délai destiné à lui permettre de se mettre en règle;

3° en cas d'infraction, de mettre sous scellés ou de saisir, même si le détenteur n'en est pas le propriétaire, les déchets toxiques ainsi que les moyens de transport qui ont servi à commettre l'infraction;

ART. 22.

De in artikel 21 bedoelde ambtenaren en beambten mogen bij de uitoefening van hun opdracht :

1° op elk ogenblik van de dag of van de nacht, zonder voorafgaande verwittiging, vrij binnengaan in alle inrichtingen, gedeelten van inrichtingen, lokalen of andere plaatsen waar giftige afval aanwezig is; tot de bewoonde lokalen hebben zij evenwel enkel toegang, wanneer de rechter in de politierechtbank vooraf toestemming heeft verleend;

2° tussen 5 en 21 uur, zonder voorafgaande verwittiging, vrij binnentreden in al de lokalen waarvan zij redelijkerwijze kunnen vermoeden dat er giftige afval aanwezig is; in de bewoonde lokalen mogen zij echter alleen met de voorafgaande toestemming van de rechter in de politierechtbank binnentreden;

3° tussen 21 en 5 uur, met de voorafgaande toestemming van de rechter in de politierechtbank, binnentreden in de in 2° bedoelde lokalen, voor zover er redenen voorhanden zijn om te geloven dat er inbreuken gepleegd worden op deze wet of op haar uitvoeringsbesluiten;

4° elk onderzoek, elke controle en enquête instellen alsook alle inlichtingen inwinnen die zij nodig achten om zich ervan te vergewissen dat de wets- en reglementsbepalingen werkelijk worden nageleefd, met name :

a) hetzij alleen, hetzij samen, de houders, depothouders, fabrikanten, gebruikers, ondernemingshoofden, werkgevers, hun aangestelden of lasthebbers ondervragen over alle feiten waarvan de kennis dienstig is voor de uitoefening van het toezicht;

b) zich zonder verplaatsing, alle documenten, stukken of bescheiden, die nuttig zijn voor het vervullen van hun opdracht, doen overleggen of opzoeken; van die documenten kennis en afschrift nemen ofwel er fotografisch of anderszins afschrift van doen nemen, ze tegen ontvangstbewijs in beslag nemen;

c) de inventaris opmaken van de giftige afval, zonder kosten de nodige monsters nemen voor het bepalen van de samenstelling van alle afval, in voorkomend geval van de houders van die zaken de nodige verpakkingen eisen voor het vervoer en het bewaren van de monsters. De Koning kan de wijze waarop en de voorwaarden waaronder monsters worden genomen alsmede de organisatie en de werking van de voor de analyse ervan erkende laboratoria bepalen.

ART. 23.

De in artikel 21 bedoelde ambtenaren en beambten hebben het recht :

1° waarschuwingen te geven;

2° ten behoeve van de overtreder een termijn te bepalen om het hem mogelijk te maken zich in orde te stellen;

3° in geval van overtreding de giftige afval, alsmede de vervoermiddelen die voor het plegen van de overtreding werden gebruikt, zelfs indien de houder niet de eigenaar is, te verzegelen of in beslag te nemen;

4° en cas d'infraction, de dresser des procès-verbaux qui font foi jusqu'à preuve du contraire.

Une copie du procès-verbal doit, à peine de nullité, être notifiée au contrevenant dans les quatorze jours de la constatation de l'infraction.

ART. 24.

Le gouverneur de la province et le bourgmestre de la commune où les déchets toxiques sont découverts et les fonctionnaires et agents visés à l'article 21 peuvent, dans l'exercice de leur fonction, requérir l'assistance de la police communale et de la gendarmerie.

CHAPITRE III.

Dispositions pénales.

ART. 25.

Sans préjudice des articles 269 à 274 du Code pénal, sont punis d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de 100 à 100.000 francs ou d'une de ces peines seulement :

1° les personnes qui se sont rendues coupables d'infractions aux dispositions des articles 2, 3 ou 8 ou à celles des arrêtés pris ou des autorisations accordées en vertu des articles 4, 5 ou 6;

2° les personnes qui se sont rendues coupables d'infraction aux mesures prises par les gouverneurs de province ou bourgmestres en vertu des articles 17 ou 18;

3° toute personne qui met obstacle à la surveillance organisée en vertu de la présente loi.

ART. 26.

En cas de récidive dans les trois ans qui suivent une condamnation, la peine peut être portée au double du maximum.

En outre, le tribunal peut ordonner la fermeture temporaire ou définitive de l'entreprise. Cette mesure laisse entiers les droits des tiers, en particulier ceux des travailleurs de l'entreprise.

ART. 27.

Les frais d'identification et d'analyse effectués en vertu de l'article 22, 4°, c, sont à charge du condamné.

ART. 28.

L'employeur est civilement responsable des amendes auxquelles ses préposés ou mandataires ont été condamnés ainsi que des frais d'identification et d'analyse mis à leur charge

4° in geval van overtreding processen-verbaal op te maken die bewijskracht hebben tot het tegendeel is bewezen.

Op straffe van nietigheid moet een afschrift van het proces-verbaal ter kennis van de overtreder worden gebracht binnen een termijn van veertien dagen na de vaststelling van de overtreding.

ART. 24.

De gouverneur van de provincie en de burgemeester van de gemeente waar de giftige afval wordt aangetroffen en de in artikel 21 bedoelde ambtenaren en beambten kunnen, in de uitoefening van hun ambt, de bijstand van de gemeentepolitie en van de rijkswacht vorderen.

HOOFDSTUK III.

Strafbepalingen.

ART. 25.

Onverminderd de bepalingen van de artikelen 269 tot 274 van het Strafwetboek, worden gestraft met een gevangenisstraf van acht dagen tot een jaar en met een geldboete van 100 frank tot 100.000 frank, of met een van die straffen alleen :

1° degenen die zich schuldig hebben gemaakt aan overtreding van de bepalingen van de artikelen 2, 3 of 8, of van de bepalingen van de krachtens de artikelen 4, 5 of 6 getroffen besluiten of verleende vergunningen;

2° degenen die zich schuldig hebben gemaakt aan overtreding van de maatregelen door de gouverneur van de provincie of de burgemeester genomen ter uitvoering van de artikelen 17 of 18;

3° al wie het krachtens deze wet geregelde toezicht verhindert.

ART. 26.

Bij herhaling binnen drie jaar na een vorige veroordeling, kan de straf op het dubbel van het maximum worden gebracht.

Bovendien kan de rechtbank de tijdelijke of definitieve sluiting van de onderneming bevelen. Deze maatregel laat de rechten van derden, in het bijzonder van de werknemers van de onderneming, onaangetast.

ART. 27.

De kosten van de krachtens artikel 22, 4°, c, verrichte identificatie en analyse zijn ten laste van de veroordeelde.

ART. 28.

De werkgever is burgerlijk aansprakelijk voor de betaling van de boeten waartoe zijn aangestelden of lasthebbers zijn veroordeeld, evenals van de identificatie- en analysekosten

en vertu de l'article 27. L'employeur est également civilement responsable des frais de justice.

ART. 29.

Toutes les dispositions du Livre 1^{er} du Code pénal, le chapitre V excepté mais le chapitre VII et l'article 85 compris, sont applicables aux infractions prévues par la présente loi.

ART. 30.

Même lorsqu'ils n'appartiennent pas au contrevenant, les déchets toxiques et les moyens de transport qui ont servi à commettre les infractions réprimées par la présente loi peuvent être confisqués.

CHAPITRE IV.

Dispositions finales.

ART. 31.

A l'article 1^{er} de la loi du 30 juin 1971 relative aux amendes administratives applicables en cas d'infraction à certaines lois sociales, il est ajouté un 31^o libellé comme suit :

« 31^o l'employeur qui enfreint les dispositions des articles 3 ou 8 de la loi du sur les déchets toxiques ou des arrêtés pris ou des autorisations accordées en vertu des articles 4, 5 ou 6 de la même loi. »

ART. 32.

Les articles 2 et 4 de la loi du 5 mai 1888 relative à l'inspection des établissements dangereux, insalubres ou incommodes et à la surveillance des machines et chaudières à vapeur, sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Article 2. — Les infractions aux dispositions de tous arrêtés relatifs aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes et aux machines et chaudières à vapeur seront punies d'un emprisonnement de 8 jours à 6 mois et d'une amende de 50 à 50.000 francs ou d'une de ces peines seulement. »

« Article 4. — En cas de récidive dans les trois ans qui suivent une condamnation, la peine prévue aux articles précédents peut être portée au double du maximum. »

ART. 33.

La loi du 26 décembre 1876 autorisant le Gouvernement à prohiber l'importation, le transit, ainsi que le transbordement dans un port belge, de certaines matières toxiques, modifiée par la loi du 20 décembre 1897, est abrogée.

die krachtens artikel 27 te hunnen laste werden gelegd. De werkgever is eveneens burgerlijk aansprakelijk voor de betaling van de gerechtskosten.

ART. 29.

Alle bepalingen van boek I van het Strafwetboek, uitgezonderd hoofdstuk V, maar met inbegrip van hoofdstuk VII en van artikel 85, zijn van toepassing op de bij deze wet bepaalde misdrijven.

ART. 30.

De giftige afval en de vervoermiddelen, die gediend hebben om de door deze wet gesanctioneerde overtredingen te plegen, kunnen verbeurd verklaard worden, zelfs wanneer ze niet aan de overtreder toebehoren.

HOOFDSTUK IV.

Slotbepalingen.

ART. 31.

Aan artikel 1 van de wet van 30 juni 1971 betreffende de administratieve geldboeten toepasselijk ingeval van inbreuk op sommige sociale wetten wordt een 31^o toegevoegd, luidend als volgt :

« 31^o de werkgever die inbreuk pleegt op de bepalingen van de artikelen 3 of 8 van de wet van op de giftige afval of van de krachtens de artikelen 4, 5 of 6 van dezelfde wet getroffen besluiten of verleende vergunningen. »

ART. 32.

De artikelen 2 en 4 van de wet van 5 mei 1888 betreffende het toezicht op de gevaarlijke, ongezonde of hinderlijke inrichtingen en op de stoomtuigen en stoomketels worden vervangen door de volgende bepalingen :

« Artikel 2. — De overtredingen van de bepalingen van al de besluiten betreffende de gevaarlijke, ongezonde of hinderlijke inrichtingen en de stoomtuigen en stoomketels worden gestraft met een gevangenisstraf van 8 dagen tot 6 maanden en met een geldboete van 50 frank tot 50.000 frank, of met één van die straffen alleen. »

« Artikel 4. — Bij herhaling binnen drie jaar na een vorige veroordeling kan de straf bepaald in de vorige artikelen op het dubbel van het maximum worden gebracht. »

ART. 33.

De wet van 26 december 1876 waarbij de Regering wordt gemachtigd de invoer, de doorvoer evenals de overlading in een Belgische haven van bepaalde giftige stoffen te verbieden, gewijzigd bij de wet van 20 december 1897, wordt opgeheven.

ART. 34.

Il est inséré dans la loi du 24 février 1921 concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, désinfectantes ou antiseptiques, un article 1^{er}bis, libellé comme suit :

« Article 1^{er}bis. — Le Gouvernement est autorisé à imposer que les emballages des substances visées à l'article 1^{er} portent les mentions relatives aux modalités de leur destruction, neutralisation et élimination.

» Il est autorisé à déterminer les conditions dans lesquelles doit se faire cette destruction, neutralisation et élimination. »

ART. 35.

Le Roi exerce les pouvoirs à Lui confiés par la présente loi sur la proposition du Ministre qui a le Travail dans ses attributions.

Lorsque des mesures sont à prendre en exécution de la présente loi concernant les domaines réglementés ou susceptibles d'être réglementés à l'initiative d'autres Ministres que celui qui a le Travail dans ses attributions, ces mesures doivent porter, dans leur préambule, référence à l'accord des Ministres intéressés. Le cas échéant, ces mesures sont proposées conjointement par les Ministres intéressés et exécutées par eux, d'un commun accord chacun en ce qui le concerne.

ART. 34.

In de wet van 24 februari 1921 betreffende het verhandelen van de giftstoffen, slaapmiddelen en verdovende middelen, ontsmettingsstoffen en antiseptica wordt een artikel 1bis ingevoegd, dat luidt als volgt :

« Artikel 1bis. — De Regering is gemachtigd voor te schrijven dat op de verpakkingen van de in artikel 1 genoemde stoffen aanduidingen betreffende de wijze van hun vernietiging, neutralisering en wegwerking voorkomen.

» Zij is gemachtigd om de voorwaarden te bepalen waaronder die vernietiging, neutralisering en wegwerking dient te geschieden. »

ART. 35.

De Koning oefent de Hem krachtens de bepalingen van deze wet toegekende machten uit op voorstel van de Minister tot wiens bevoegdheid de Arbeid behoort.

Wanneer maatregelen te nemen ter uitvoering van deze wet, gebieden betreffen die gereguleerd zijn of kunnen worden op initiatief van andere Ministers dan die tot wiens bevoegdheid de Arbeid behoort, vermeldt de aanhef van deze maatregelen het akkoord van de betrokken Ministers. Die maatregelen worden desgevallend gezamenlijk door de betrokken Ministers voorgesteld en door hen, ieder wat hem betreft, in gemeen overleg uitgevoerd.